

N°200 - Mai 2010 - 3 euros

Chaque jour des grèves comme un vent de mai

LA GRÈVE DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS : UNE LUTTE EXEMPLAIRE GÂCHÉE PAR DES APPAREILS

DÉMOCRATIE OU DÉMOCRATISME ?

RUSSIE : UN MOUVEMENT OUVRIER ET SYNDICAL ENTRE MORCELLEMENT ET CONSOLIDATION

APRÈS LES RÉGIONALES : REJET DE LA CLASSE POLITIQUE

PAYS BASQUE TOUJOURS EN LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION

RELIGION : QUE FAIRE DE DIEU? (2° PARTIE)

Comment fonctionne *Courant Alternatif* (C.A.) ?

Un week-end par mois, une **Commission-Journal** (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Égrégore – BP 1213 – 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.**

COMMENT CONTACTER l'Organisation Communiste Libertaire ?

ALSACE
oclstrasbourg@gmail.com

BRETAGNE
Clé des Champs
(ne pas mentionner OCL)
B.P. 20912, 44009 *Nantes* cedex 1
oclnantes@free.fr
ocl.st-nazaire@orange.fr

BOURGOGNE
oclsens@yahoo.fr

CENTRE
Ecrire au Journal

ÎLE DE FRANCE
oclidf@gmail.com

LIMOUSIN
ocl.limoges@voila.fr

MIDI-PYRÉNÉES
OCL c/o Canal Sud
40, rue Alfred Duméril
31400 *Toulouse*
ocloc@sfr.fr

NORD
OCLB c/o La Mouette Enragée,
B.P. 403
62206 *Boulogne s/mer* cedex

CHAMPAGNE-ARDENNES
OCL c/o Égrégore, B.P. 1213
51058 *Reims* cedex
lechatnoir@club-internet.fr

NORMANDIE
CRAS, B.P. 5164
14075 *Caen* cedex
ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE
Acratie, BP 23, 64130 *Mauléon*
ocl-eh@orange.fr

POITOU
OCL-Poitou@orange.fr

RHONE-ALPES
« Courant Alternatif »
c/o Maison de l'Écologie,
4 rue Bodin 69001 *Lyon*
ocl-lyon@laposte.net
ocl-valence@hotmail.fr

SUD-EST
La Galère, BP 74217,
06131 *Grasse* cedex

Écrire au journal pour : Figeac

OCL c/o Egregore
BP 1213 - 51058 Reims cedex
Courriel : oclibertaire@hotmail.com

pour S'ABONNER à C.A.

Abonnement 1 an (10 numéros + 2 hors série)
30,00 euros

Sans les numéros spéciaux ... ... 25 euros
Tarif réduit ... ...18 euros
(pour toutes sortes de fauché-e-s)
Abonnement de soutien ... ...plus de 30 euros
Abonnement à l'essai (3 n[os]) ... ... 5 euros

Gratuit : 1 numéro sur demande

En nombre pour la diffusion :
2 ex. ... ... 45 euros
3 ex. ... ... 65 euros
5 ex. ... ... 100 euros
10 ex. ... ... 180 euros

Chèques à l'ordre de « La Galère »
OCL/Égrégore, B.P. 1213 – 51058 Reims cedex
Pour tout abonnement international :
N° IBAN : FR76 1562 9029 0100 0347 8804 060
N° BIC : CMCIFR2A Pour tout paiement postal indiquer comme ordre EGREGORE

Site web :
http://oclibertaire.free.fr/

Sommaire

Ce numéro a été préparé au Pays Basque
La commission journal de **mai** aura lieu **lors des rencontres nationales**

Courant Alternatif
MAI 2010
Com. par. : 0610G86750
Mensuel
Communiste Libertaire
Correspondance :
OCL/Égrégore
BP 1213, 51058 Reims cedex

Pour les seules obligations légales :
Dir. publication :
Nathalie Federico
Imprimerie :
Graphéco, Le Mans
Imprimé sur papier recyclé



Comment créer sa propre information? Comment ne pas se retrouver uniquement en réaction à la désinformation officielle ? Et surtout comment la faire circuler le plus largement possible et audelà du cercle des gens convaincus de la nocivité de cette société ?

Il y a trois degrés dans le processus de diffusion de l'info : le recueil, le stockage, le traitement et la circulation. Aujourd'hui l'ensemble est imbriqué de manière cohérente dans des structures internationales capitalistes.
Le pouvoir, quelle que soit sa forme, ne peut se passer de cette arme à fabriquer des catégories de citoyens passifs, obéissants et soumis. La force de cette arme n'est pas seulement dans le contenu idéologique (traiter tel événement et en ignorer d'autres) mais aussi dans le réseau technique qu'elle développe ; ce réseau crée toute une classe de journalistes, spécialistes en tout genre, reporters, photographes et cinéastes qui sont, par leur fonction même, le relais du pouvoir.
L'industrie de l'information, en France par exemple, est constituée d'un réseau technique complexe qui génère des profits considérables. La multiplication des chaînes audiovisuelles – télé, radios- et la presse écrite sur papier ou en numérique, constituent l'essentiel de ce secteur économique. Le support matériel et technique de l'information est en soi porteur d'une information idéologique qui participe à la fabrication d'idées et tente d'influer sur le comportement des usagers de l'information, même en faisant abstraction du contenu.
D'autant plus que le terme « information» superpose deux niveaux de sens : l'un renvoie à l'univers de la construction matérielle – l'action concrète de façonner et de donner forme -, l'autre à celui du savoir et de l'instruction.

Le contrôle total de l'information est le rêve de tout pouvoir. La volonté du pouvoir actuel d'exercer ce contrôle se manifeste par exemple par cette décision présidentielle qui modifie les règles du jeu dans les médias français, en annonçant sans aucune concertation que désormais le président de France Télévision ne sera plus nommé par le CSA mais par l'exécutif. L'annonce de la suppression de la publicité le soir sur les chaînes de TV publiques peut être interprétée non pas comme un cadeau à TF1 (et autres..) mais comme une tentative de redorer le blason de ces chaînes en donnant une image neutre et non commerciale du service public. Alors, il redevient un service de propagande gouvernementale que l'on doit différencier du secteur privé.

Quant au contenu, il est souvent à double tranchant et les forces de résistances peuvent le retourner contre l'Etat. Mais les forces révolutionnaires ne disposent que du contenu, par les outils qu'elles se donnent - presse militante, et dans une certaine mesure, radios libres et sites Internet, mais sans aucune prise sur le réseau technique et industriel du recueil de l'information et de sa diffusion (voir la mutation/suppression des NMPP).

L'information, reste cependant un outil de lutte.

Les réseaux alternatifs, qui en général (mais pas toujours !) fonctionnent dans un cadre non professionnel et non-marchand, ont aussi leurs faiblesses. Une des limites en particulier est qu'ils sont amenés à faire de la contre-information, ce qui crée une dépendance vis-à-vis des médias professionnels et cantonne à une attitude de défense. Mais que les gens en mouvement produisent leur propre information, leur propre analyse et rendent visible ce que les médias officiels taisent ou faussent est un enjeu très important.
La médiation (en clair, la censure), nécessaire face à une circulation en continu d'informations aux sources non vérifiables ou identifiables, singularise chaque réseau ... L'orientation politique de ces réseaux définit les priorités accordées à l'une ou l'autre information. L'intérêt est donc dans leur nombre, leur diversité de traitement de l'information.
Le contexte est essentiel pour jauger l'efficacité des informations alternatives ; ainsi pendant une lutte, les relais de solidarité, les contacts entre divers secteurs en lutte sont des outils qui peuvent permettre la poursuite des actions de résistances.
Quant aux informations sur la répression, surtout en dehors d'une période de dynamique sociale forte, elles sont à double effet : elles peuvent indirectement servir la cause de l'idéologie sécuritaire ou au contraire susciter la construction de solidarités effectives (voir CA n° 199); il est en effet très important de faire circuler l'information sur les agissements des forces de police, pour mettre en évidence leur fonction, pouvoir les contrer, les dénoncer, s'y soustraire, etc.

Dans les mouvements sociaux, la production et la circulation autonomes de l'information en tant qu'outil politique et de politisation sont indispensables.
L'information accompagne l'action, elle peut aussi la déclencher. Cependant il ne faut pas la mythifier. Etre informé ou"savoir" ne suffit pas pour agir si l'essentiel, réseaux militants et dynamiques sociales, n'existe pas ou est insuffisant.

Courant Alternatif existe et ce numéro 200 que vous avez entre les mains est la preuve de la nécessité de produire et de soutenir une presse alternative mais jusqu'à quand les moyens militants suffiront-ils ?

CJ Sud Ouest, avril 2010

Après les régionales...

C'est, bien sûr, le taux d'abstention qui a retenu toutes les attentions au soir des premier et second tour. Il n'est évidemment pas question d'en revendiquer la moindre parcelle sous le prétexte que nous serions abstentionnistes, mais cela ne nous dispense pas d'en comprendre le sens. Le taux a été commenté et déploré, mais tout a été fait et organisé pour en minimiser la portée. Par exemple en mettant l'accent sur les scores des partis en pourcentage des votants : 29,5 pour le PS, 26 pour l'UMP, 12,5 pour Europe Ecologie…, on peut faire oublier ces abstentions et donner au score des « grands partis » une allure plus honorable !



Entendons-nous bien !

Un rejet de la classe politique

Pourtant, une autre présentation des chiffres donne une image beaucoup plus proche de l'ampleur du phénomène : Les résultats réels du premier tour sont en fait les suivants :
Abstention : 53,6%
Blancs ou nuls : 1,70 %
Soit : 55,3 qui ne se sont pas prononcés.
L'ensemble des partis se partage les 45 % restants :
PS : 13,59%, UMP : 12,11%, Europe Ecologie : 5,75%, FN : 5,43%, Front de Gauche : 2,61%, Modem : 1,99%, NPA : 1,09%.

On en conviendra, cette réalité donne une tout autre lecture, et encore plus forte, que celle qui fut présentée par la presse ou les services officiels de l'Etat. Les deux grands partis qui représentent 90% du parlement dépassent de peu les 50 % des suffrages exprimés et environ un quart des inscrits ! Le PS donné grand vainqueur ne représente que 13 % des inscrits !

Au soir du second tour, les abstentionnistes n'étaient plus que… 49 % mais les blancs et nuls passaient à 2,4 % ce qui donnait à la défiance générale le score honorable de 51 %.

Car c'est bien d'une défiance et d'un rejet de la classe politique (et pour une part importante, du système qu'elle défend) qu'il s'agit. A noter que cette défiance n'est pas spécifique aux régionales franco-françaises ! Aux européennes, qui sont en quelque sorte les régionales de l'UE, l'abstention fut de 57 % à l'échelle du vieux continent, record battu après celui de 2004. C'est donc aussi le refus d'accorder de la légitimité aux structures européennes et aux dirigeants de chacune de ses composantes qui s'était alors exprimé après que les « non » français, irlandais et néerlandais avaient été ignorés par les pouvoirs avec le mépris que l'on sait.

Mais ce qui est encore plus significatif, c'est la répartition sociologique et géographique de ces abstentions : 70 % des jeunes en général, les deux-tiers des classes populaires et parfois les trois quarts dans certains quartiers. La non légitimité des partis est donc bel et bien confirmée et surtout encore plus profondément ancrée dans les classes populaires qui subissent jour après jour les défaites dans leurs luttes, le mépris des autorités, les diminutions drastiques des fonds publics alloués aux services et le racisme d'Etat.

La « victoire du PS » est donc celle de classes moyennes inquiètes de la stagnation ou du recul de leur niveau de vie et qui ne voient l'avenir que dans un retour au

passé, celui de l'Etat-providence et du compromis de l'après-guerre qui a jeté les bases du modèle social à la française, encore aperçus dans le rétroviseur, mais surtout pas dans une quelconque remise en cause du capitalisme, même symbolique ou théorique, ni encore moins dans un avenir socialisant ou communisant.

Le score « honorable » du Front de gauche cache en fait une véritable défaite pour le parti communiste, qui perd la moitié de ses élus par rapport à 2004 (et on sait l'importance que ça a pour lui !). Ceux qui avaient prédit (et souhaité par anticommunisme primaire) la rapide disparition du PCF après 1990 se sont trompés, ce fut un lent déclin. Mais, cette fois-ci, ce pourrait bien être le début de la fin et l'éclatement. Les Braouzec, Zarka, Fraysse, Autin, Ascensi et autres cherchent maintenant leur beefsteak ailleurs.

En nombre d'élus, le rapport de forces droite/gauche a moins changé qu'on le dit par rapport à 2004, seuls des déplacements se sont produits : à droite, l'UMP progresse très exactement du nombre d'élus qui était celui d'une l'UDF disparue et non remplacée par le Modem ; le FN en perd une quarantaine ; la gauche socialiste n'en gagne que 40 et le front de gauche en perd 100 par rapport au PC. Seul les écolos ont un gain réel, une centaine, ce qui compense la perte du PC.

Ce rejet et cette illégitimité de la classe politique affirmés s'appuie sur une simple constatation que l'on peut faire tous les jours : à « droite » comme à « gauche », les candidats n'ont plus rien de tangible à proposer. La montée de l'abstention semble indiquer que les gens sont de plus en plus nombreux à avoir compris qu'ils ont affaire à des figurants, mais mieux payés que les intermittents du spectacle ! Car il apparaît clairement que, même s'ils sont élus, ils n'auront aucune emprise réelle sur l'évolution d'une société où les réseaux de la grande finance imposent leur politique. C'est la faute à la crise, confessent-ils d'ailleurs en chœur. Dans ces conditions, les élections sont-elles autre chose qu'une course aux bonnes places pour quelques-uns ? Nicolas Sarkozy annonce une « réforme » des retraites dont les classes populaires peuvent raisonnablement craindre le pire, mais les retraites des professionnels de la politique et de la « haute administration » se portent bien. Les stock-options continuent de se déverser dans les mêmes poches, les banques accumulent les bénéfices, la liste est longue.

Pas d'autre choix pour les « politiques » que de se serrer les coudes

Face à cette bérézina qui menace les « politiques », ils n'ont pas d'autre choix que de reconstituer des blocs pouvant paraître crédibles pour tenter d'enrayer leur discrédit. Ce qui se dessine est assez semblable à ce qui s'est passé en 1981, à savoir une reconstitution de l'union de la gauche, à ceci près que le PRG qui était la troisième roue du carrosse n'existe plus et est remplacé par le PC, lui-même remplacé comme seconde force par les Verts/Europe écologie. Cette gauche éclatée jusqu'à il y a peu n'a d'autre choix que de se rassembler même si ce ne sera pas sans contradictions internes. Elle va devenir une force d'attraction pour ceux qui « voudront en être » en grappillant ici ou là quelques strapontins.

A l'extrême gauche, le NPA en fera les frais par quelques départs mais cela peut inciter la majorité – surtout composée d'ex-Ligue – à se maintenir sur une ligne « hors union de la gauche ». Tant mieux. C'est donc en partie l'échec de la tentative NPA ; on voit que pas mal d'opportunistes quittent le navire en voyant que la réussite comptée en élus n'est pas au rendez-vous. Le NPA a perdu pour avoir voulu jouer sur les deux tableaux : celui de l'indépendance vis-à-vis du PS et celui du ralliement annoncé pour le second tour à ce même PS. Ses électeurs tenants de l'indépendance n'ont pas apprécié le ralliement annoncé et se sont abstenus, les fans de l'ancrage à gauche ont trouvé la direction pas assez unitaire et ont voté Front de gauche.

Quant à Europe écologie, il ne faut pas voir dans l'opposition actuelle entre Cohn-Bendit et Duflot autre chose qu'une diver-

Europe Ecologie s'acoquine avec les promoteurs PS d'infrastructures rejetées par les populations

C'est le cas en région Aquitaine (projet d'une ligne nouvelle à grande vitesse, cf. CA n°198) et en région Loire-Atlantique (projet d'aéroport près de Nantes, cf. CA n°197)

En région Aquitaine, le soir même des résultats des élections, Rousset, réélu président du Conseil régional (sa liste PS gagne 1,5% par rapport à 2004 mais perd 126000 voix) et fervent défenseur avec son parti d'une nouvelle ligne à grande vitesse par le Pays Basque, a proclamé que « l'Aquitaine avait tranché en faveur de la LGV », comme si les élections régionales avaient été un référendum sur ce sujet. Quant à Europe Ecologie, qui avait tenu un langage ambigu lors de sa campagne (tantôt gel et moratoire du projet, tantôt abandon) mais avait soutenu que « Europe Écologie ne se coucherait pas devant le PS sur ce dossier de la LGV » et « qu'un accord était inconcevable si le PS campait sur ses positions », ses militants sont brusquement devenus amnésiques, se sont tus ... et se sont empressés de rejoindre le giron socialiste afin de conserver quelques sièges au Conseil régional. La vague promesse d'une «étude complémentaire des flux de voyageurs et de marchandises au regard de la capacité des voies existantes et nouvelles» a piteusement suffi pour dissiper toute velléité d'opposition...

En Loire-Atlantique, dans son bilan de la campagne régionale et du soutien qu'elle a accordé à Europe Ecologie, l'ACIPA (Association Citoyenne Intercommunale des Populations concernées par le projet d'Aéroport de Notre Dame des Landes) fait une analyse remarquablement tordue, puisqu'elle ne retient qu'un "aspect favorable", le fait que des opposants UMP et PS à l'aéroport se sentent moins seuls au Conseil régional : « *Et même si le choix pour le deuxième tour a été loin d'être simple, force est de constater que le nouveau conseil comporte à présent de nombreux membres opposés au projet, que ce soient les 17 élus d'Europe Ecologie, mais aussi certains de l'UMP et certains du PS qui selon la rumeur n'osaient pas encore s'afficher opposés au projet.* »

L'ACIPA se garde bien de préciser que le socialiste Auxiette, dont le mandat de président du conseil régional a été renouvelé, et qui est un fervent partisan de la construction de « l'ayraultporc » aux côtés du maire de Nantes Ayrault, a promis, pour sa construction, de remplacer le "financement ferme" par des "prêts remboursables", bref sans intérêts dans un premier temps, mais ensuite... Tout cela en échange de l'apport des voix de Europe Ecologie à la liste Auxiette.

Bref, la lutte n'a servi dans le cadre des élections que :

- de marchepied à Europe Ecologie pour se faire une image d'écolos conséquents
- à monter une pseudo confrontation entre Europe Ecologie et certains Verts qui avaient choisi de rester avec certains PC dans le giron PS (conseil municipal, élu Vert européen concédé par Ayrault)
- à déployer pendant de longs mois une stratégie uniquement tournée vers les élus et les partis institutionnels (permanences devant le siège du Conseil Général, liste de 500 élus "doutant de l'utilité de la construction d'un nouvel aéroport "(sic), randonnée tracto-vélo avant les élections pour interpeller les élus à chaque halte sur l'aéroport puis finissant par un meeting électoral de deux heures où élus de tous bords sont venus appeler à bien voter devant une assistance clairsemée (1200 personnes pour 3000 membres de l'ACIPA revendiqués...)
- à la condamnation de toute dérive activiste .Bien sûr, la coordination fera appel aux petites mains pour bloquer les forages, mais en payant le prix politique minimum : discours institutionnel et légaliste maintenu, aucun élargissement de la critique,etc.



- Je suis content de ma journée : j'ai serré des mains calleuses.

gence de tactique. Dans un cas comme dans l'autre, le grand réseau avec adhésion directe pour dépasser les partis n'est qu'artifice de langage pour tenter de se servir au mieux de cette délégitimation des politiques. Cette stratégie est d'ailleurs à la mode dans d'autres familles politiques (voir Royal). Les Verts comme EE ont, au-delà de leurs oppositions, déjà sacrifié ce qu'ils appelaient l'écologie à l'autel du réalisme de l'union de la gauche. Les uns après les autres ils sont en train d'accepter les grands projets d'aménagement du territoire qu'ils faisaient semblant de combattre (voir encart)

Cette reconstitution de l'Union de la gauche, si elle s'opère comme prévue, entraînera une incidence importante sur le mouvement social par le poids qu'elle aura sur les structures intermédiaires syndicales, associatives, environnementales qui, une à une, s'y rallieront et n'œuvreront que pour son succès électoral. On peut considérer la récente grève des cheminots comme la première manifestation de ce qui nous attend : laisser les colères isolées en misant tout sur le pouvoir syndical dans les négociations maintenant que ce dernier, surtout pour la CGT, est consolidé pour longtemps avec la nouvelle loi sur la représentativité.

Mais la comparaison avec 1981 s'arrête là dans la mesure où, depuis, la crise s'est profondément aggravée et que les attaques contre le salariat sont passées à une vitesse autrement supérieure. Maintenant, une énorme majorité des classes populaires et même au-delà, considèrent que le capitalisme n'est pas une bonne chose, que la droite et la gauche ne peuvent que faire la même politique. En 1981 nous étions en plein triomphe de l'idéologie selon laquelle le capitalisme représentait la fin de l'Histoire et était indépassable. Maintenant tout le monde ou presque sait que cette affirmation fut une escroquerie intellectuelle, mais en même temps persiste la peur de ce dépassement possible par l'établissement d'un véritable rapport de force vis-à-vis de la bourgeoisie (je ne parle pas de « révolution » évidemment). Peur sans doute que l'intensification de la conflictualité ouvre des portes vers l'inconnu et peut-être vers une situation bien pire, mais aussi une méfiance compréhensible vis-à-vis de récupérations possibles : si on constate que les rapports de forces qui s'établissent sur tel ou tel problème, dans telle ou telle région, tel ou tel secteur se mettent de plus en plus en place et que la contestation peut être forte et tenace, celle-ci reste sectorielle et locale. Or les jonctions que nous appelons de nos vœux présentent le risque que les acteurs et actrices de ces luttes soient dépossédés de leur contrôle au profit de politiciens qui, eux, prétendent avoir des perpectives « nationales et globales ». Et c'est bien là l'enjeu des mois et des années à venir. D'un côté le renforcement de la politique comme sphère séparée et inaccessible qui maintient et entretient la peur du changement, de l'autre une réappropriation de la politique par les classes populaires comme volonté de pouvoir réel sur l'espace social et qui repousse les limites de la peur.

JPD

L'ENVIRONNEMENT C'EST KAPITAL !
N° SPECIAL COURANT ALTERNATIF 48 p., 4,5 EUROS
OCL/Egregore, BP 1213, 51058 Reims cedex(chèques à l'ordre de "La Galère")

Le capitalisme n'en finit pas de trouver de nouveaux espaces pour réaliser son besoin de s'étendre toujours davantage, c'est-à-dire pour survivre. L'écologie est l'une de ses dernières conquêtes, au détriment de notre survie à nous ! Car l'enjeu de l'écologie, ce n'est pas la sauvegarde de la Vie en général, mais bien la réappropriation de notre vie. La Vie considérée en dehors des rapports sociaux reste un formidable espace pour le marché, pour le profit, pour les capitalistes. La reprise en main de notre vie, dans tous les domaines, c'est la seule chose qui pourrait les mettre à terre, et c'est la chose qu'ils combattent le plus. Dans les différents projets de transformation sociale, qu'ils aient été communistes, socialistes ou anarchistes, la question du rapport de l'Homme avec son environnement avait trop souvent été laissée de côté au profit de la foi dans le progrès technique. La réinjection de cette problématique dans la question sociale fut sans conteste un apport fondamental d'une grande richesse. Mais il n'aura pas fallu longtemps pour que l'écologie soit peu à peu vidée de sa substance subversive par les pouvoirs bureaucratiques et politiciens de toutes les espèces. Ne les laissons pas faire !



Au sommaire

Démocratie ou démocratisme ?

Poser la critique de la démocratie comme un apolitisme (1), c'est évacuer le fait que le «démocratisme» a empoisonné les luttes de ces dernières années, c'est aussi oublier que l'idéologie démocratique pèse de tout son poids sur cette société et sur ceux qui en désirent le bouleversement.



Le respect est un agenouillement devant quelqu'un...

Le «démocratisme», un poison pour les luttes

Les mouvements de 2003 contre les retraites, et de 2006 contre le CPE, ont mis en lumière les obstacles qui s'opposent à l'unité dans le monde du travail, l'inertie des appareils syndicaux, désormais véritables gardiens de l'ordre social.

Ils ont cependant abouti à la formation de profondes failles dans le consensus social, notamment dans une partie de la jeunesse, et dont les braises sont encore chaudes.

Un certain nombre de leurs participants ont essayé de s'interroger sur les raisons de leurs échecs ; parmi celles-ci, ils et elles ont cru identifier le développement d'un «démocratisme», au sens d'une idéologie de la démocratie, comme un des vecteurs principaux de la défaite des mouvements sociaux.

Cette «tendance» s'est exprimée dans des écrits et des revues mais elle ne constitue pas un «ensemble théorique» aux contours bien définis. Elle rencontre un engouement certain.

Certes, cette dénonciation de la démocratie comme idéologie peut s'interpréter comme un positionnement par défaut mais elle ne peut se réduire à un apolitisme. Bien au contraire, elle révèle un vrai besoin et une envie de produire du politique de la part d'acteurs du mouvement social sincèrement investis dans les luttes en cours.

Comprendre cela permet d'aider à comprendre les problématiques et parfois les tensions qui traversent actuellement les sphères radicales.

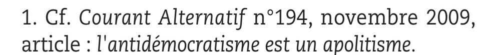
En effet, il faut avoir vécu (2) le cirque des AG anti-CPE où, quatre semaines après le début du conflit, on donnait encore la parole à des étudiants pro-gouvernement, voire à des militants UMP, au nom de la démocratie. Il faut avoir vu ces étudiants qui se déclaraient en lutte, passer des heures et des heures à compter et recompter les voix pour ou contre le blocage, afin de donner une légitimité à leur révolte, légitimité qui se retrouvait aussitôt piétinée le lendemain, par ceux qui voulaient dispenser ou assister aux cours, et qui eux n'en avaient rien à faire de la démocratie («mais pourtant l'AG elle a voté! et à 60% en plus»). Il faut avoir vécu les occupations où chaque tentative de faire «quelque chose» était soumise à l'approbation de l'administration avec demande d'autorisation en trois exemplaires. Il faut avoir assisté au spectacle des coordinations nationales où tout l'arc-en-ciel de la radicalité française était représenté et bataillait pour remporter le pompon, imposer ses vues et cultiver son influence.

Ce phénomène ne s'est pas limité aux luttes du secteur étudiant. Déjà dans les luttes de 2003, contre les retraites et la réforme du statut des intermittents du spectacle, nombre de participants s'étaient interrogés et avaient tenté d'avoir un regard autocritique sur leurs méthodes de luttes. Ils avaient ainsi pu constater que les AG n'étaient pas forcément des espaces d'auto-organisation, mais surtout des batailles pour le pouvoir, dans lesquelles les organisations politiques et/ou syndicales interfèrent dans la lutte en y poursuivant leurs buts propres.

Chaque gréviste se retrouvait donc dépassé par des enjeux qu'il ne pouvait pas maîtriser. La présence aux AG devenant un lieu de consommation de la grève. A tel point qu'il fallait repousser le vote de reconduction de la grève au dernier moment pour éviter que la salle ne se vide juste après la décision.

La lutte perdait ainsi toute autonomie, toute initiative et les actions qui se voulaient innovantes se retrouvaient isolées et dénigrées, présentées comme extrémistes, les majoritaires arguant de la souveraineté des décisions collectives.

C'est donc bien ce démocratisme-là qui est devenu un frein au combat social, en imposant une forme prédéterminée, un



1. Cf. *Courant Alternatif* n°194, novembre 2009, article : *l'antidémocratisme est un apolitisme*.

2. L'auteur a eu le plaisir de traverser ces deux luttes, l'une en tant que travailleur de l'éducation nationale, l'autre en tant qu'étudiant.

calque, un moule dans lequel devrait se couler tout mouvement social. En cultivant la délégation, la représentation et la séparation, (toutes tentatives d'élargir les AG à d'autres secteurs étaient vécues comme une tentative de manip'), le «démocratisme» est apparu comme étant le principal ennemi à combattre.

Mais plutôt qu'établir la liste des sociaux- traîtres et de faire primer l'action sur la réflexion, il apparaît bien plus intéressant d'analyser le «démocratisme» comme une idéologie.

Le «démocratisme»… une idéologie

Démocratie représentative, démocratie directe, démocratie ouvrière, démocratie populaire, centralisme démocratique, etc. La démocratie ce n'est pas seulement un «mot en caoutchouc». C'est d'abord un «lieu vide» dans lequel on peut mettre tout ce que l'on veut ; c'est donc les maîtres des lieux qui décident de la couleur des murs.

On pourrait à la rigueur concevoir que la démocratie ne serait qu'un outil, une théorie politique qui servirait à organiser la société et dont les instruments seraient par exemple le vote. Mais ce serait oublier que les idées ne tombent pas du ciel et on ne comprendrait pas le poids du «démocratisme» sur nos luttes et sur nos vies.

Car le «démocratisme» est bien une idéologie au sens où Marx et Engels le décrivent dans l'Idéologie allemande. C'est à dire non pas une représentation du monde avec ses idées et ses croyances mais une production sociale dont la fonction est de légitimer cet ordre social.

Dans la lutte des dominés pour parvenir à construire une autre conscience d'eux-mêmes (c'est à dire à mettre à bas leur aliénation), utiliser l'idéologie des classes dominantes c'est limiter la conscience et empêcher son autonomisation.

Le «démocratisme» remplit complètement cette fonction idéologique par sa promesse du droit à l'expression et à l'existence et par l'empêchement de la réalisation concrète de cette expression et de cette existence.

Si les idées sont «le langage de la vie réelle», alors le «démocratisme», en tant qu'idéologie du capitalisme, ne peut plus rien avoir de révolutionnaire mais est uniquement quelque chose de paralysant.

La démocratie est dans sa globalité un mythe ; on oublie toujours que l'invention de la démocratie s'est fondée dans la Grèce classique non seulement sur la distinction du citoyen et du non-citoyen mais surtout sur le refus du travail, confié aux esclaves, et sur l'exclusion des femmes et des «métèques». La démocratie représente donc un idéal politique d'identification des gouvernants et des gouvernés.



… Ou devant quelque chose

Dans les luttes, elle devient un but en soi dont la seule reproduction garantirait le bien fondé mais aussi le succès de la lutte. Elle laisse croire qu'au-delà des rapports sociaux il existerait une communauté politique ayant dépassé les clivages entre les groupes et les individus. Dans son acceptation ultime, la démocratie légitime par sa forme l'état actuel des choses.

Alors, qu'est-ce qu'on fait maintenant ?

Il faut d'abord avouer que nous n'avons pas toutes les réponses aux questions (et c'est tant mieux !) mais juste quelques pistes.

Peut-être pourrions-nous commencer par nous assumer comme militants, et répondre, à ceux qui nous reprochent de ne pas être démocrates, qu'en effet étant révolutionnaires, communistes et anarchistes, il ne nous est pas nécessaire d'être en plus démocrates.

Peut-être pourrions-nous aussi affirmer dans les luttes que nos intérêts dépendent de ce que nous sommes mais aussi de ce que nous désirons être.

Pourquoi utiliser et singer les dominants alors que voulons les combattre ? On ne combat pas l'aliénation avec des moyens aliénés.

Nous devons multiplier les formes d'actions (du tractage au sabotage) qui favorisent l'autonomie et le mûrissement de la conscience révolutionnaire ; nous devons expliquer et revendiquer la violence politique comme moyen de changement sans cependant tomber dans son fétichisme. Nous devons sortir de nos ghettos militants. Nous devons élaborer des critiques et des propositions qui ne soient pas du charabia politique mais qui s'attachent à relier les formes d'exploitations et de dominations pour que, au lieu de nous pousser à l'impuissance et à la résignation, nous puissions les relier entres elles et les attaquer dans leurs fondements.

Nous devons enfin, envers et contre tous les discours qui affirment la fin de l'histoire ou la catastrophe future, réaffirmer que ce sont les hommes et les femmes qui écrivent leurs propres destins, que si la révolte est individuelle la révolution, elle, est collective et que si nous avons un monde à abattre, nous avons aussi une vie à vivre.

Jean-Mi

Vous me dites : je ne suis ni bourgeois, ni prolétaire, je suis un démocrate. Gare les mots sans définition, c'est l'instrument favori des intrigants […] Ce sont eux qui ont inventé ce bel aphorisme : ni prolétaire, ni bourgeois mais démocrate […] Quelle opinion ne parviendrait pas à se loger sous cette enseigne ? Tout le monde se prétend démocrate, surtout les aristocrates.

Auguste Blanqui,
Lettre à Maillard cité dans
Maintenant, il faut des armes
édition la Fabrique, pp 172-186

Que faire de Dieu ?
Religion et émancipation : quelques éléments critiques (2e partie)

Dans la première partie de cet article[*], il s'agissait moins d'interroger la ou les religions en tant que telles mais leurs significations sociales et par voie de conséquence les manières dont les sociétés occidentales traitent le fait religieux, particulièrement l'Islam. Ici, la réflexion proposée se fait moins étroitement politique et essaie d'approcher les rapports critiques, et non dogmatiques, que pourrait entretenir un athéisme assumé avec les manifestations du fait religieux, et donc aussi ses propres limites s'il n'est pas élargi à d'autres combats pour l'émancipation.



De quoi les religions sont faites ?

On ne pourra sans doute jamais "empêcher" (!) des gens de croire en l'existence d'arrière-mondes, en des modes imagés et imaginés par des mythes et des récits, de concevoir des scénarios signifiants sur la naissance et la configuration de l'univers mondain dans lequel ils sont plongés, sur sa dimension supranaturelle, sur une signification de l'existence qui trouverait son fondement sur celle de l'être humain "en tant qu'Etre", etc.

La force et la faiblesse du combat politique est qu'il ne livre pas bataille dans le champ de la philosophie et de la métaphysique, même s'il doit parfois y faire quelques incursions pour tenter de répondre à des questions qui trouvent là leur origine. La transformation révolutionnaire du monde terrestre suffit amplement à la tâche.

Parce que ce combat-là n'est pas d'abord et primordialement une bataille d'idées (abstraites, intemporelles…) sur l'existence ou non de Dieu, sur l'essence de l'homme, mais la mise en œuvre de pratiques visant à modifier la condition humaine ; les expériences vécues qui brisent ou non les traditions sociales, les représentations religieuses, les pratiques de dévotion et de soumission à l'égard d'une puissance supérieure ; des mouvements sociaux et individuels qui redéfinissent aux yeux des hommes et des femmes leur propre capacité à décider et à agir, à poser des actes par lesquels se fabrique un nouvel imaginaire, inédit, bref, un ensemble "existentiel", phénoménal, vécu, perçu, qui constitue ou non des expériences de la liberté, de la résistance, de l'émancipation, de l'autonomie. Qui sont ou non, en acte, et peut-être loin des slogans ronflants, l'expérience d'une vie sans dieu et sans autre maître que soi-même.

L'athéisme politique, et non philosophique, a une visée surtout pratique parce que la politique est orientée vers l'action et ne dépend ni ne vise aucune vérité transcendantale : il s'agit moins de démontrer l'indémontrable – le croyant Kant avait déjà admis l'impossible démonstration de l'existence de Dieu –, de faire d'une "vérité" pseudo scientifique un ordre normatif, une nouvelle morale du bien penser, que de faire en sorte que Dieu n'existe pas, de faire *comme s'il* n'existe pas, c'est-à-dire de s'occuper d'autre chose, de miser sur l'expérience pratique de la coexistence humaine, sur la capacité des hommes et des femmes à questionner le réel, à procéder à des choix qui les engagent, à prendre des décisions, à mener des actions de concert transformant la situation dans laquelle ils se trouvent. Rejoignant ici un Sartre et faisant lien avec le Marx précité, il peut être utile de rappeler que si ce sont bien les hommes qui ont inventé Dieu (et non l'inverse), c'est leur propre expérience, leur existence, qui a procédé (et donc précédé) à la création d'une "essence" de l'homme chargée de donner un "sens" à leur présence au monde. Cependant, depuis longtemps, la croyance religieuse, la théologie, a récupéré cette négativité de l'incroyance, lui a fait une place comme *moment,* comme étape dans un cheminement vers la foi. Les deux propositions – théologique et rationaliste, croyance et incroyance – d'une certaine manière s'annulent donc l'une l'autre. S'il s'agit bien de ne pas livrer bataille sur l'existence de Dieu, il reste à réfléchir et à mener un autre conflit : celui sur la *signification* de Dieu pour l'existence humaine qui ouvre sur une autre question polémique qui, elle, n'est pas uniquement philosophique : les significations de l'existence humaine, ses caractères et ses possibles (contingence, volonté, destin…) –

[*] La première partie de ce texte a été publiée dans *Courant Alternatif* n°198, mars 2010.

qui est une co-existence dès que l'on passe de l'homme générique aux hommes et aux femmes – et donc de la nature de cette coexistence, des rapports qui lient les hommes entre eux, de ce qu'ils en disent, etc.

Ce travail passe par un essai de déchiffrement de ce que les religions contiennent, de cet amalgame dont elles sont faites. De manière très générale, la religion est cet espace symbolique dans lequel ses adeptes trouvent une des trois formes de ce que Kant appelait le *tenir-pour-vrai* de ce qu'admet la raison, aux côtés de l'*opinion* et du *savoir* et au milieu desquels cette *croyance* occupe une position intermédiaire : une insuffisance de raisons objectives quant à l'existence des objets de la foi largement compensées par des raisons subjectives jugées suffisantes pour y souscrire.

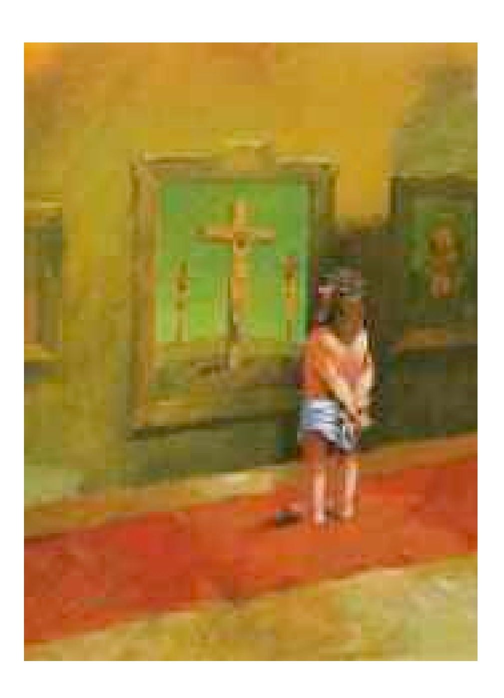
Ce langage symbolique exprime un signifié placé au-delà de lui : un au-delà appartenant à un "autre monde" que celui des apparences. Mais en tant que lien entre cet au-delà et les signes dont il se sert dans l'ici-bas, le langage religieux s'impose non plus comme simple interprète mais comme barrière infranchissable, absolue, indépassable, entre monde surnaturel et les signes "naturels" grâce auxquels il en signale la "présence". De sorte que l'au-delà est présenté comme immanent au monde naturel humain : ce dernier n'ayant alors de sens, de possibilité d'être qu'en conservant le lien qui l'attache à son arrière-plan surnaturel et sans lequel il n'est rien, chaos, néant.

Cette croyance, que les hommes tiennent pour le vrai, se construit généralement sur un agir humain articulé avec un *principe d'espérance* par lequel se rejoignent et s'harmonisent le monde phénoménal de l'expérience et celui des idées morales d'un devenir au-delà de la vie naturelle : en quoi une vie vertueuse (fin morale de l'homme) donnera les clés d'une fin heureuse (fin naturelle). Mais bien évidemment, pour ce faire, cela présuppose l'existence d'une puissance supra humaine, divine, capable d'organiser pour chacun des membres de la communauté croyante le lien entre ces catégories morales explicites et cet au-delà de la vie temporelle objective : pour les croyants, c'est là que s'impose la *nécessité morale de l'existence de Dieu*, par laquelle la foi, et l'espérance qu'elle contient, se font les guides programmatiques d'une vie jugée digne à condition d'être dictée par cette morale.

En définitive, derrière les croyances religieuses, c'est bien de morale qu'il s'agit. Nous verrons un peu plus loin que celle-ci a partie liée avec une dimension émotionnelle et sentimentale de l'existence humaine.

Monde sensible et sentiments moraux

Ces éléments moraux que la religion prend en charge, formalise et adapte à ses propres régimes de vérité, il est tout à fait possible de les repérer et de les séparer grâce à une lecture "heuristique" des textes chrétiens par exemple. La notion de « république morale », déjà présente chez Kant, a depuis fait florès dans cette visée de sécularisation du Royaume de Dieu où se resymbolisent les actes et les règles d'organisation de la vie et de l'ordre social par une sécularisation du langage religieux. Sécularisation qui n'a qu'imparfaitement réussi puisque des religions subsistent, pas seulement comme vestiges, et que d'autres naissent…



La force du fait religieux, son caractère universellement constaté, tient sans doute à cette capacité, à cette fonction aussi d'accueillir, de prendre en charge cette dimension morale qui ne trouve pas véritablement de lieu alternatif dans l'univers profane. Plus encore, dans les religions révélées, il n'y a pas de morale en dehors d'elles-mêmes : les vérités morales sont vraies car inscrites dans la révélation qui marque précisément le lien de dépendance des hommes avec l'absolu divin.

Le paradoxe est qu'aujourd'hui la précarité, la crise du sens, qu'impose la modernité et qui leur est coextensive, apparaissent comme une menace qui pèse sur ses propres contenus normatifs, où, en quelque sorte, cette modernité constitue son propre facteur d'effondrement. Tout se passe comme si la religion devenait bien une des modalités et un des lieux de symbolisation où trouvent à s'exprimer le champ émotionnel moderne, les perceptions vécues du monde sensible, les souffrances de toutes sortes et les pathologies sociales de toute nature… en somme, les données de l'existence vécues individuellement, et non une essence de l'homme : les compensations symboliques, les solidarités ou présences compassionnelles que ni la rationalité de la modernité, ni les formes de contestation sociale et politique, ni l'art ou la poésie ou les relations d'amitié ou d'amour ne parviennent à prendre en charge de manière satisfaisante.

C'est dans cet interstice de la souffrance, de la carence, de la détresse morale – et leurs éventuels prolongements ou formulations identitaires – que vient se loger cette promesse de bonheur, comme renversement d'un sens fatal et comme réponse en forme de coup d'arrêt salvateur et miraculeux, qui est le trait commun de la plupart des religions à l'heure actuelle.

Pour se faire comprendre et admettre, les religions ne se sont pas contentées d'élaborer un ordre logico-symbolique normatif et de l'imposer ; elles ont aussi conçu une vision de la solidarité humaine sur des affects, sur des émotions, sur diverses modalités du sentiment amoureux, sur des sentiments d'appartenance à une communauté de semblables. Les sentiments de pitié, de compassion, de considération, de respect, d'indignation devant la souffrance d'autrui ne sont ni religieux ni irreligieux. Ils ont simplement trouvé dans la religion l'espace privilégié de leur déploiement explicite comme aspiration manifeste, comme potentiel signifiant, comme lieu de visibilité et donc de vérification d'une appartenance des personnes à une possible « *humanité heureuse* » (Max Horkheimer), en produisant de surcroît une traduction de ces sentiments dans des valeurs morales positives partagées par une communauté croyante préexistante à chacun de ses membres.

La religion donne une réponse positive à un *désir de bonheur* qui ne trouve pas, ou pas suffisamment, d'application ou d'équivalence dans le monde matériel et que les pensées politiques de l'émancipation ne peuvent prendre en charge sur cette polarité positive qu'au prix d'une mystification, d'un renversement théologique dans une prophétie du salut, un culte de l'avenir forcément radieux et une philosophie de l'histoire. En effet, dans le meilleur des cas, c'est-à-dire quand l'on renonce à toute posture avant-gardiste ou paternaliste, l'engagement politique ne promet rien, se détourne de toute nécessité, de tout téléologie et formule des *propositions*. Son propos matérialiste ne peut aborder le bonheur que négativement : l'élimination de la souffrance, de la misère matérielle et morale, du malheur par la transformation sociale. La difficulté – politique, pratique – est sans doute de trouver le biais ni normatif, ni prophétique, de faire le lien entre ce refus de

principe de tout fondement d'un quelconque bonheur positif dans la politique et ce désir de bonheur qui transpire et affleure de toutes parts.

Comme le disait Horkheimer, « *il n'y a rien de plus élevé que l'appel à la solidarité avec la souffrance, qu'il nous faut éliminer.* » La politique ne peut esquiver une dimension morale qu'elle se doit d'appliquer d'abord à elle-même et aussi hors d'elle, dans ses débordements intempestifs. C'est sans doute là, sur des motifs émotivistes – et non dans la raison ou l'intérêt – qu'il est possible, selon Horkheimer, de trouver le fondement injustifiable – ne requérant aucune justification – d'une moralité matérialiste s'articulant avec une politique émancipatrice. Une moralité qui récuse la raison comme facteur fondateur au profit de ce *désir de bonheur* qui, en soi, n'en appelle à aucune justification car il se nourrit ou de lui-même ou des épreuves négatives de l'expérience sensible.

C'est en cela que Horkheimer – athée, matérialiste, marxiste, promoteur d'une dialectique négative – reconnaît que la religion a historiquement été le dépositaire des idées d'« *indignation, de compassion, d'amour ou de solidarité* » et qu'une politique dénuée de ces dimensions ne serait que la simple administration d'une société où les idéaux de justice, de partage, d'amour du prochain, que l'on peut relier à la *philia* inconditionnée d'Aristote, se seraient absentés. Ce qu'il faut sauver – et non éliminer – c'est peut-être alors, dans l'un des versants de la religion, des éléments substantiels tels que l'« *aspiration à un autre du monde, la prise de distance face aux conditions existantes* », le refus de croire que la réalité connue et vécue constitue sa propre clôture, qu'elle ne peut être transformée et portée à un état plus élevé.

S'il faut sauver ces idées, notamment quelques indications éthiques comme un certain devoir d'attention envers autrui – et non l'amour qui est toujours, on le sait, une demande formulée à travers une offre –, ou l'idée presque politique et très radicale de l'*égale dignité de tout être humain*, c'est bien évidemment par des pratiques actives de transformation dans le réel profane du social et de son imaginaire qu'elles ont quelques chances de devenir réalité et d'inventer de nouvelles idées morales sous des traits nécessairement moins absolutisés, moins injonctifs et donc plus suggestifs, plus différenciés, soustraites à tout régime de vérité, à toute transcendance, à toute détermination à partir d'une sphère des besoins, d'une naturalité de l'homme, d'une essence ; dans les entrelacs, non définis a priori, et où néanmoins peuvent se définir des rapports de toute nature, des articulations problématiques, aussi incertaines que nécessaires, potentiellement conflictuelles, entre les singularités de l'éthique de chacun et les "valeurs communes" des sentiments moraux constitutives de l'imaginaire social.

L'athéisme politique dans la lutte contre le malheur

Même s'il est évidemment hors de question de souscrire à une quelconque vision normative et positive du bonheur, une politique de l'émancipation qui trouve un de ses fondements dans l'indignation et la solidarité partage avec des attentes religieuses la mise au jour d'une « conscience de ce qui manque ». La politique révolutionnaire fait de cette absence, de ce tort à redresser, de cette injustice à réparer, l'objet d'un scandale et le motif d'une action pour faire advenir un mieux-être, une approximation du bonheur en dépit de son défaut de toute définition positive, de toute matérialité substantielle et tangible.

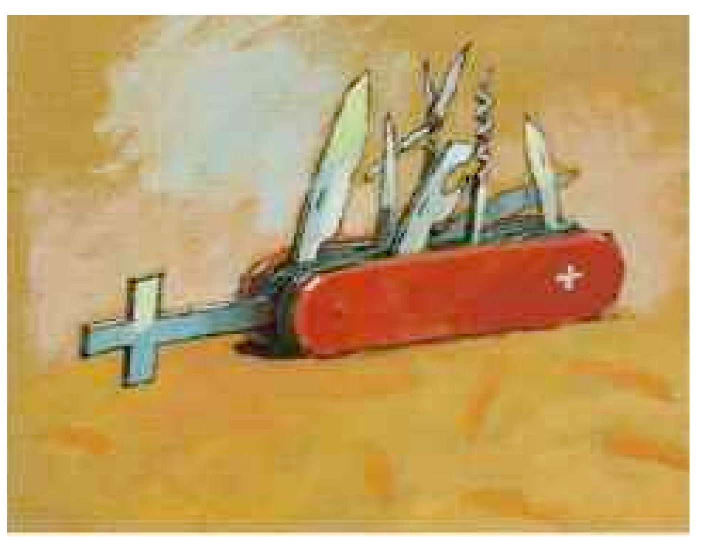
Les valeurs morales qu'établissent ou reformulent les religions renvoient à un champ symbolique de significations et de conduites qui appartiennent à l'imaginaire social. Si la "suppression" du fait religieux que certains s'échinent à réclamer semble bien appartenir à une autre forme de la pensée magique (qui est généralement celle des enfants) et revient à se battre contre des moulins à vent, la lutte contre les pratiques imposées par les institutions religieuses est d'une toute autre nature et n'a rien perdu de ses motivations. Mais elle ne peut accéder à un début d'efficacité ou d'évidence que si les dimensions morales articulées aux modalités de l'*être-au-monde*, aux expériences de la condition humaine, à l'existence et aussi à la coexistence des étants, se voient impliquées comme enjeu dans le temps présent de l'effectivité d'une action sociale-politique de transformation, dans des mouvements sociaux et politiques de contestation et d'énonciation par lesquels leurs acteurs redessinent, pour leur propre compte, les champs du pensable et du possible. Il s'agit moins de politiser tous les aspects de la vie, comme l'après-68 a pu en formuler quelques caricatures, que de penser une politique, qui, en s'inventant elle-même, en transformant les relations "matérielles" de l'économie, du social, invente de nouvelles valeurs de la vie en commun, c'est-à-dire de nouvelles façons de vivre. Cette inventivité suppose d'arracher ces valeurs à celles de la modernité économique, à sa rationalité instrumentale, où les existences sont réduites à n'être que des "moyens", les bien nommées "ressources humaines" ou un "pouvoir d'achat". Elle suppose aussi de s'ouvrir aux sensibilités à la vie mutilée, aux échecs des projets de vie des individus, aux détresses et pathologies sociales, à la souffrance au travail et en dehors, à « *la vie faillie* », aux dégradations des conditions de vie, « *à la vie gâchée en général* » (Habermas), à condition bien sûr de ne pas devenir la roue de secours, la rustine caritative, d'une économie qui ne peut faire d'omelette sans casser des œufs et avancer sans laisser ses poids morts, ses "ressources humaines" surnuméraires, ses consommateurs désargentés, sur le bord du chemin ; ni prétendre changer le monde en se limitant à lui fournir un supplément d'âme, une dimension spirituelle.

L'athéisme politique, et non idéologique, s'intéresse donc aux religions en tant que phénomènes sociaux et culturels et aux contradictions qui les traversent pour ce qu'elles expriment. Ce qu'il faut voir, c'est que le mouvement d'écart, d'espacement, d'éloignement, entre les vérités supposées du texte et ses usages est déjà à l'œuvre actuellement, depuis longtemps en fait : depuis les origines des religions. Ces évolutions se font généralement de deux manières. Ou bien par une réinterprétation – souvent implicite – du *rapport* entre un texte intouchable et des modes de vie qui s'en émancipent ; ou bien par le maintien d'une fidélité au texte après une réinterprétation de celui-ci en conformité avec les données du social, du monde réel, de son imaginaire, de son univers intellectuel. Il faut être bien idéaliste pour expliquer la totalité d'une religion et de ses significations par ses textes fondateurs ou doctrinaires : leur accorder une place toute puissante, cela revient à légitimer ce statut d'exception de la parole divine dans le dispositif religieux, à faire de la domination de cette parole une bataille ontologique pour la vérité, un jeu de lumières dans les ténèbres de la caverne et à ne pas s'intéresser à ce qui importe : les modalités par lesquelles procède l'émancipation humaine aux prises avec le religieux et avec toutes les instances et formes hétéronomes des significations imaginaires, des normes sociales et de leur justification, et du pouvoir politique ; les modalités par lesquelles les pratiques sociales, la coexistence humaine, le social-historique profane peuvent procéder à des modifications radicales, à des créations nouvelles dans l'ordre du symbolique.

Libération humaine et critique des religions

Les querelles à propos des fondements, du fondamentalisme, sont elles-mêmes problématiques. Qu'est ce qu'un fondement, où se situe-t-il ? Le Dieu du Coran est particulier tout en étant le même que celui de la Bible… Qu'est-ce qu'une lecture littérale ou "vraie" d'un texte ? Qu'est-ce qu'un texte dit "en vérité" ou substantiellement ? Ou bien : qu'est-ce qu'il *veut* dire ; ou encore : qu'est ce que l'on en comprend, surtout si ce texte est traversé d'incohé-

rences multiples, qu'il semble dire une chose et son contraire, etc. ? Qu'en est-il d'une toute puissance divine – et du divin comme pure puissance – qui se place tellement au-dessus de la communauté croyante que cette position ne peut que se retourner contre elle-même en en faisant un lieu inaccessible, hors d'atteinte de toute parole, de toute "Loi", de toute pensée l'enfermant dans des limites juridico-sociales, ou même de toute possibilité d'en effectuer la moindre "saisie" conceptuelle ? Est-ce que la religion est une connaissance, qu'est-ce qu'elle nous apprend sur l'essence de Dieu, etc. ?



Les querelles théologiques ne sont pas que des conflits internes aux religions comme elles le prétendent mais sont aussi la traduction, dans le champ des études savantes sur les religions et leur corpus interprétatif, des conflits qui mettent aux prises les hommes avec des enjeux autres, plus vastes : philosophiques, sociaux, politiques… Elles signalent paradoxalement qu'il n'y pas de vérité divine immanente, transcendante et indiscutable car celle-ci est déjà l'objet d'une pluralité de lectures et d'interprétations.

La critique des religions, et il faudrait là distinguer les institutions, les pratiques et les doctrines, est une affaire sérieuse, nécessaire, et sans doute sans terme. Mais elle doit se distinguer et récuser les polémiques, à forte teneur en paranoïa et en complotisme, qui s'appuient sur des usages politiques particuliers, réactionnaires, de religions pour disqualifier l'ensemble d'une communauté croyante et qui prétendent expliquer le tout du monde par l'exceptionnelle puissance démoniaque de manipulation et d'endoctrinement de quelques-uns. A cet égard, les affirmations disant que « l'Islam ne peut pas changer », outre qu'elles le définissent dans une position d'exceptionnalité et d'infériorité, sont des bêtises plus grosses que ceux qui les profèrent : il y a eu, il y a et il y aura des islams. Il est traversé, en particulier en ce moment, par des batailles de réinterprétation du Coran, par des querelles de toutes sortes, théologiques, épistémologiques, historiques, philosophiques et politiques qui participent à l'éclosion de ce que Mahmoud Hussein appelle le « versant Sud de la liberté » [1]. Mais, comme toutes les autres religions, il ne peut bien évidement pas s'annuler de lui-même comme religion ! Il y a derrière cette récusation du Coran, cette exceptionnalité de l'Islam, le signe avant-coureur d'une *crise de l'imaginaire occidental,* la volonté de maintenir coûte que coûte l'équation Occident = modernité = universel, la position privilégiée de l'Occident – sa caractérisation – comme le détenteur du «*monopole de la production de sens* ». Il y a là toute une recherche, qui déborde la question strictement religieuse, sur les rapports entre l'universel (occidental) et la différence/altérité dans un contexte de mondialisation héritée du colonialisme et où, par un effet boomerang, les pays occidentaux vivent désormais dans «*la crainte de devoir abandonner la position hégémonique qui a forgé leur relation au monde […] synonyme, dans les consciences occidentales, de la peur de voir se dissoudre leur identité*». [2]

Quant aux idées, ce n'est pas être idéaliste de dire qu'elles ont une importance. Simplement, les idées qui importent sont toujours les idées qui se *rapportent* à une situation, qui l'influencent parce qu'elles ont perdu leur extériorité et deviennent ou sont devenues des idées *de* la situation, produites par elle, c'est-à-dire par les hommes et les femmes qui s'y trouvent engagés.

A ce titre-là, et selon cette perspective-là, le combat doit se mener contre tous les courants de pensée, les mouvements politiques, les congrégations politico-religieuses, les Etats, qui instaurent et légitiment l'inégalité, la sujétion, les violences sexuelles ou autres, quelles que soient les raisons invoquées : religion, tradition sociale, ordre économique ou "naturel"… L'athéisme politique comme élément d'une politique émancipatrice peut contribuer ainsi à fissurer les dogmes religieux et les adhésions qu'ils suscitent, les clôtures sur soi de leurs discours disant que le divin est la limite infranchissable qui arrête les hommes car cette limite est ce qui les fait tenir – une vie captive dont Dieu est le gardien, conçue comme une mise à l'épreuve, suspendue au jugement divin et que seul le salut libérera – , les principes ineptes d'unicité de la vérité qui se retrouvent dans l'unicité et la clôture sur soi, excluante, de la communauté croyante, etc.

A faire exploser en somme les contradictions internes qui les font tenir, qui en font le ciment paradoxal entre la clôture sur soi d'un imaginaire figé voué à se heurter de toute façon et toujours à un réel plus vaste que lui, et qui donc le relativise, et les aspirations à un bonheur aussi confus qu'intensément espéré, à une existence autre, à la prise de distance d'avec les conditions présentes que les préceptes religieux contiennent aussi. Pour reprendre les mots de Marx, il s'agirait de provoquer l'éclatement de la double dimension des religions instituées entre la part qui est *« l'expression de la misère réelle »* de l'existence humaine et celle qui en formule *« la protestation »*.

La mise à mort de Dieu, qui nous libère de la métaphysique, est autre chose que le constat de la présence d'un Dieu mort (la phrase de Nietzsche prend surtout acte de cet accomplissement [3]), ou la conscience d'une perte, la sensation d'une présence absente. Elle incite souvent les hommes à rechercher aussitôt de nouvelles religiosités ou à en ressusciter des anciennes, tant cette place vide est celle d'une mise à nu qui les poussent en avant d'eux-mêmes sans pouvoir définir où ils vont. La mort de Dieu – la dissipation de l'Etre – est un processus de libération : la venue à soi d'une puissance vitale par laquelle les hommes doivent produire le sens de leur devenir par delà le bien et le mal (Nietzsche) ou la mise au jour de l'expérience de la condition humaine, de l'existence, où celle-ci est conçue comme un projet, un chantier, soumis à l'emprise du fardeau de la liberté qui pousse continuellement les hommes à prendre des décisions et à faire des choix qui les engagent (Sartre).

[
1] *Versant sud de la liberté. Essai sur l'émergence de l'individu dans le tiers-monde*, La Découverte, 1993. Mahmoud Hussein est le pseudonyme commun de deux auteurs égyptiens, Baghgat Elnadi et Adel Rifaat. Ils proposent récemment une lecture contextuelle et historicisée du Coran, expliquant que sa rédaction et sa fabrication ne sont pas le signe consubstantiel du Dieu comme "incréé" mais bel et bien une création. *Penser le Coran,* Grasset, 2009. Il existe d'autres hypothèses historiques ou exégétiques autour de l'origine du Coran.

[2] Sophie Bessis, *L'Occident et les autres*, La Découverte, 2001

[3] *« Dieu est mort : mais tels sont les hommes qu'il y aura encore pendant des millénaires des cavernes dans lesquelles on montrera son ombre. - Et nous… il nous faut encore vaincre son ombre »* (Le Gai savoir)
Les citations de Max Horkheimer sont issues de l'ouvrage de Jürgen Habermas, *Entre naturalisme et religion. Les défis de la démocratie*, 2008, Gallimard.

La lutte pour l'émancipation est d'abord une lutte sociale et politique qui prend en charge le combat contre d'autres modes de domination, y compris ceux issus de l'adhésion, plus ou moins volontaire, plus ou moins contrainte, à une pratique religieuse. Mais elle ne fait pas de la croyance en une religion un critère premier et discriminant *a priori* pour engager le combat contre les injustices, pour l'égalité. Elle fait le pari que l'expérience de ces combats créera les conditions d'un écart, d'un arrachement, de formulations nouvelles faisant vaciller la puissance dogmatique du Verbe qui n'est autre qu'un hymne institué et réitéré de la faiblesse à la force.

La lutte pour l'émancipation se fait donc, paradoxalement mais aussi évidemment, "avec" des croyants et sans doute aussi "contre" certains athées ou laïcs qui peuvent d'autant plus se proclamer sans dieu qu'ils font partie ou soutiennent les maîtres d'un monde profane dont ils tirent le plus grand profit, qu'ils croient ou veulent croire, et faire croire, dans les vertus rationnelles de l'*homo œconomicus* et dans le caractère pourtant "sacré", mystérieux et envoûtant des fétiches de son économie, où, en somme, l'immanence propre au sacré est reformulée et réinterprétée en signe d'une sorte d'anthropologie transcendantale d'une nature de l'homme doublée d'une nécessité historique, "objective", du capitalisme. Cette émancipation ne fait pas de fixation sur le combat anti-religieux *a priori* car elle ne prétend pas lui opposer un contre-discours positif et refuse d'établir avec les croyants un rapport paternaliste. Mais elle rencontre forcément ce combat par ses propres dynamiques sociales qui, en dynamitant les lois d'obéissance de l'ordre juridico-politique des religions, reformule un ordre symbolique sur d'autres bases : celles de l'autonomie du jugement et de l'entendement, de la puissance instituante des étants (peuple, multitudes…)

Emancipation *avec* des croyants, ce qui signifie "par" des croyants, par eux-mêmes, par leur propre expérience parce que la pratique de la liberté comme écart, comme tension, comme lutte, comme conflit, comme libération, est la meilleure école de la liberté et d'une définition possible de ses usages. Et aussi parce que ce ne peut être que des croyants qui, un jour, décident de la mise à mort de Dieu, sans le risque du nihilisme, de la perte de tout sens comme le craignait Nietzsche. Mise à mort ou bien décision de l'oublier au profit de la constitution locale de nouveaux universaux. Ou encore de s'en détourner gaiement et de l'abandonner au triste sort de son inutilité et de sa solitude céleste éternelle, après lui avoir dit simplement et sans regret : adieu !

Février 2010
J.F.

Courrier du Web

Sur le voile et autre burqua Ni foi ni loi

Confronté à l'affligeant « débat » sur l'interdiction ou non de la beurkaaa, il me semble que ce texte), écrit en 2004 lors d'un autre affligeant débat (sur le « voile islamique ») n'a malheureusement rien perdu de son actualité. Je le remets donc en circulation.

Il faut que l'idée de liberté ait perdu bien de sa force pour être menacée par un bout de tissu ; et il faut qu'elle soit bien pervertie pour qu'un emblème de la soumission devienne un étendard de révolte.

Quand la « liberté » de se soumettre s'affronte à la « liberté » d'interdire, la liberté de n'être l'esclave de personne a du souci à se faire. Dans le choc des intégrismes, laïcards contre bigots, la lucidité est fort malmenée, et la possibilité de ne pas choisir son camp entre deux conneries rivales a du mal à se frayer un chemin. C'est le rêve de ceux qui, des deux côtés, orchestrent cet affrontement spectaculaire : qu'il n'y ait de choix possible qu'entre deux obscurantismes comme il n'y aurait, politiquement, qu'à choisir entre le règne de truands de droâte ou celui de mafias de gôche.

Ainsi les humiliés et maltraités d'une « république » où certains sont plus égaux que d'autres, courtisés avec habileté par les roublards faux-frères musulmans, croient-ils trouver une identité qui leur a été déniée et la communauté dont ils rêvent dans l'obédience à la bigoterie islamique et le dégradant servage des femmes. Et les laïcs, que cette malsaine croisade inquiète à juste titre, s'imaginent pouvoir combattre la cabale des dévots grâce à une camisole fabriquée par des inquisiteurs hypocrites.

Mais comment pourrait-il être garant d'une liberté cet État qui s'applique à les réprimer toutes et ne protège que la « liberté » des truands de haut vol de piller à leur gré ? Quand l'hypocrisie fait la morale, ce n'est pas la morale qui progresse, c'est l'hypocrisie. En appeler aux pourris pour défendre la justice ne fera jamais avancer que les mensonges et les haines. En applaudissant un projet de loi censée réprimer le péril fanatique, c'est l'État flashballs et pitbulls qu'on soutient ; l'État copain et valet des négriers ; l'État qui pique aux pauvres pour donner aux riches et cogne sur ceux qui protestent ; l'État qui bannit et expulse ; l'État qui, sous prétexte de lutte contre l'insécurité et le terrorisme, ne cesse de donner aux saigneurs de ce monde toujours plus de moyens de protéger leurs donjons ; l'État dont les petits califes ne cessent d'attiser les peurs afin de pouvoir surfer sur la vague des inquiétudes et se faire élire « protecteurs » (autrefois les serfs se réfugiaient au château du tyranneau local quand les barbares attaquaient. Cette protection se payait en corvées. Rien n'a changé).

Ainsi, les agressions réciproques se soutiennent-elles dans une spirale du délire qui creuse les haïssables frontières « communautaires » et ethniques où tous les despotes rêvent d'enfermer les prétendus « citoyens », dans la division qui leur permet de mieux régner. Ainsi, la connerie fanatique progresse partout et fait le lit de tous ceux qui misent sur l'obscurcissement des esprits pour instaurer leur royaume, sur la terre plus qu'au ciel. Á ce « débat » truqué, il faut prendre la liberté de s'opposer si l'on souhaite que les cris les plus forts en faveur de la liberté ne soient pas poussés que par des fabricants de servitude.

Ce n'est évidemment pas l'interdiction faite à des connes bigotes d'afficher les signes manifestes de leur connerie qui les rendra plus intelligentes. Les interdictions ont toujours été les meilleures pourvoyeuses de martyrs au service de toutes les croisades. Et les ayatollahs de banlieue se frottent les mains en voyant que l'on va, en bannissant des mômes de lieux publics où elles pourraient être confrontées à des arguments et situations pouvant les inciter à réfléchir, les jeter tout droit dans leurs serres vouées à en faire d'abruties carpettes sur lesquelles les mâles dominants pourront se vautrer et faire leurs besoins au nom de dieu. Tout ce qui permettra à ces mystificateurs de crier à l'inquisition sera pain béni pour eux, en leur assurant des recrues « choisissant » une foi aveugle pour résister à une loi répressive. Il faut être un curé « laïc » pour refuser de le voir. Pour écraser l'infâme, la méthode Jacobine ne marchera pas plus aujourd'hui qu'hier car « Personne n'aime les missionnaires armés » (Robespierre), et on ne libère personne par la contrainte.

Il est donc hors de question de marcher dans la roublarde combine des pères fouettards de la chambre des députés, allumant et tisonnant le feu pour être plébiscités comme pompiers. Mais, pas plus, de tomber dans le piège qui, au nom de la tolérance, facilite le travail à ceux qui ne l'invoquent que pour parvenir à la supprimer à leur avantage ; à ceux qui ne rêvent que de « liberté » d'imposer des cultes et d'interdire de vivre et penser dignement. Il faut donc, encore et toujours, défendre la liberté de ne pas « croire » ; de n'avoir ni foi ni dogmes ; de se moquer des dieux et des êtres suprêmes ; de s'habiller et se dénuder comme on veut ; de fréquenter qui l'on veut comme on veut ; de refuser les uniformes et les drapeaux, les sabres et les goupillons ; de ne pas baisser les yeux ; de n'avoir pas peur. Pour défendre cette liberté, il n'est d'autre moyen que de la pratiquer partout et tous les jours, y compris, s'il le faut, en la pratiquant agressivement contre ceux qui l'agressent. Agissons, non en supplétifs des soudards de la « république » négrière, mais en frères et sœurs du libre esprit, en hommes et femmes librement associés et décidant de leurs actes en totale égalité et liberté. Combattons les mensonges et l'hypocrisie ; défonçons les portes des ghettos ; empêchons les exploiteurs de nuire, les truands de trafiquer, les démagogues de baratiner, les tyrans en tous genres de cogner ; fabriquons un monde plus vivable pour tous, et la bigoterie reculera. Et les voiles ne causeront plus de vapeurs.

Gedicus

Grève des travailleurs sans-papiers

Une lutte exemplaire gâchée par des appareils

Lorsque vous lirez cet article, la grève des travailleurs sans papiers aura au mieux pris d'autres formes, au pire, elle sera éteinte sans avoir obtenu gain de cause.
En effet, un cocktail d'épuisement des grévistes, de multiplication d'évacuations des piquets (plus les OQTF – obligations de quitter le territoire français - qui pleuvent) après le durcissement du gouvernement suite à l'après-élections régionales aura eu raison temporairement de cette vague de grèves débutée le 12 octobre 2009.

Dans le prolongement du mouvement engagé le 15 avril 2008, cette deuxième vague a débuté le 12 octobre 2009 (à la veille de l'hiver, ce qui ne gênait pas les apparatchics), d'abord par un millier de sans papiers de la région parisienne occupant leurs lieux de travail, des d'agences d'intérim, des lieux symboliques comme la fédération patronale du BTP, l'institut de formation de la restauration.

Les secteurs concernés par le mouvement sont le nettoyage, la sécurité, la restauration, l'intérim, le BTP et l'aide à la personne.

Très vite, les premiers grévistes seront rejoints par des milliers d'autres pour être, au plus fort de la grève, près de 6300 recensés, travaillant dans et pour 2100 entreprises d'une quarantaine de départements et 400 travailleuses de l'aide à la personne exerçant chez des particuliers.

Ils et elles sont «soutenus» nationalement ou dirigés par 11 organisations syndicales et associatives (CGT, SOLIDAIRES, CFDT, FSU, UNSA, LDH, CIMADE, RESF, FEMMES EGALITE, DROITS DEVANT, AUTRE MONDE), la CGT y ayant une place prépondérante. Participent également sur certains piquets et départements d'autres organisations comme la CNT et des ASTI.

Le 1er octobre, ces 11 organisations ont envoyé une lettre au premier ministre pour demander la mise en place d'une nouvelle circulaire devant permettre la régularisation des salarié(e)s sans papiers, quels que soient leur statut, leur situation, leur nationalité, leur secteur d'activité, sur des critères simples appliqués dans l'ensemble du territoire et devant garantir une égalité de traitement de chaque salarié(e) quels que soient son lieu de travail et son département afin de casser l'arbitraire -dicté par le gouvernement- des préfectures régularisant ou pas comme on jouerait à la loterie.

Cette bataille pour les sans papiers soumis aux travaux les plus pénibles est d'obtenir, par la régularisation du séjour, des droits (comme l'assurance maladie, le chômage, l'aide aux logements, les aides sociales) dont ils sont exclus bien que cotisant à la sécu, aux assedic, retraites et payant des impôts, et surtout d'arrêter de subir la pire exploitation avec en prime la peur de l'arrestation et de l'expulsion.



La nouveauté de cette deuxième vague, c'est de regrouper les sans papiers par corps de métiers afin de toucher les entreprises et des lieux symboliques pour regrouper les sans papiers isolés dans les petites boîtes.

Même si les initiateurs de la deuxième vague, et en particulier le CGT, ne l'avoueront pas, les travailleurs isolés, intérimaires, les femmes travaillant dans l'aide à la personne, les travailleurs au noir sont pleinement associés à la grève, ce qui est à mettre à l'actif de l'occupation de la bourse du travail de Paris par la CSP 75 qui avait dénoncé cet «oubli» lors de la première vague .

Cette occupation qui a laissé des traces avait duré du 2 mai 2008 au 24 juin 2009 et s'était terminée par l'évacuation musclée des sans papiers par les gros bras du service d'ordre de la CGT.

La plupart des évacués se retrouvent aujourd'hui rue Baudélique dans le 18ème arrondissement, dans un grand immeuble de la CPAM. (Cf. encart sur la marche Paris-Nice)

Le contexte de la grève

Il faut souligner que, comme le dit le site de «ouvalacgt »(http://ouvalacgt;over-blog.com) «la réalité, c'est que fin 2007, la confédération prend les affaires en mains, sur une base extrêmement restrictive, limitation des grèves à quelques actes symboliques pour faire pression, acceptation des bases de l'économie capitaliste et de l'immigration choisie».

Conséquence, la lutte pour la régularisation des seuls travailleurs sans papiers n'est pas un axe de régularisation qui s'inscrit dans la revendication globale de la régularisation de tous les sans papiers, mais devient un axe compatible dans le cadre de l'économie capitaliste.

La régularisation par le travail, qui devait être une des formes de régularisation se rajoutant aux autres, devient le critère de régularisation exclusif.

Pour Chauveau (1), en dehors de la régularisation par le travail il n'y a pas de salut, alors que les faits et les chiffres démentent cette position.

En 2008, sur 28000 régularisations seulement 2800 -1/10- l'ont été par le travail.

Si ce conflit est bien un conflit du travail pour la revendication des droits (protection sociale, conditions de travail, etc), du fait de la revendication des papiers pour le séjour, il le dépasse et rejoint le long combat des sans papiers qui, depuis des décennies, se battent pour la régularisation de tous les sans papiers.

Que fait-on par exemple des demandeurs d'asile qui n'ont pas l'autorisation de travailler dans le droit au séjour français?

En outre la date du lancement de cette deuxième vague se situe à quelques semaines de l'évacuation désastreuse de la bourse du travail ,- ce qui a provoqué moult remous au sein même de la CGT - et à deux mois à peine du congrès confédéral de décembre qui a vu naître une contestation interne, somme toute limitée mais très remuante, de la ligne d'accompagnement des contre réformes du capitalisme.

Par conséquent, le lancement de cette deuxième vague, préparée par la CGT dès début septembre, avait un double objectif : redorer le blason de la CGT après l'épisode peu glorieux de l'évacuation de la bourse, et montrer, à deux mois du congrès, en utilisant la combativité des sans papiers, que la CGT était toujours dans les luttes.

Une combativité exemplaire des sans-papiers

C'est dans ce contexte peu favorable que la grève a commencé et personne ne pouvait pronostiquer une durée aussi longue.

C'est bien la combativité de travailleurs qui n'ont plus rien à perdre que leurs chaînes qui a permis de durer, malgré les évacuations par la flicaille de nombreux piquets qui se reconstituaient plus loin, malgré l'inconfort de nombreux sites occupés, et c'est cette détermination, avec l'aide de quelques soutiens, qui a permis aux grévistes de passer ce rude hiver.

Depuis quelques années, avec l'aide de quelques syndicalistes notamment l'UL CGT de Massy , des grèves de sans papiers sont apparues notamment en Essonne et dans Paris (Modelux, Buffalo grill, Paristore, Métalcouleurs), puis quelques milliers de sans travailleurs sans papiers se sont mis en mouvement le 15 avril 2008, obtenant plusieurs centaines voire quelques milliers de régularisations.

Ces mouvements ont eu le mérite de mettre sur la place publique que ces travailleurs étaient des salariés sans droit, qu'ils travaillaient dans les secteurs les plus pénibles et non délocalisables, comme l'aide à la personne, la restauration, le nettoyage, le BTP, qu'ils étaient souvent employés par des sous-traitants de très grosses boîtes, comme Bouygue, Effage, Carrefour, Ikea etc., et même par des entreprises qui se prétendent encore des services publics, comme la SNCF et la RATP.

Ces grèves ont fait accéder la lutte des sans papiers, souvent cantonnée à l'aspect humaniste, à la dimension de classe, des travailleurs se battant pour leur émancipation, qui réclament ne plus vouloir être des esclaves modernes, tout juste bons à cotiser et à s'épuiser au travail sans autre droit que de la fermer sinon c'est la porte et, dans la rue, la peur au ventre d'une mauvaise rencontre avec les uniformes bleus qui peuvent vous valoir l'emprisonnement et l'expulsion.

Des stratégies d'appareils qui ne permettent pas de gagner (2) (3)

Comme décrit ci-dessus, la stratégie de la CGT (les autres s'alignant de fait au nom de l'unité) n'est pas d'engager un combat frontal contre le gouvernement, ni contre le patronat qui exploitent les sans papiers (donneurs d'ordre et sous-traitants).

De fait, cette lutte ne s'est pas démarquée de l'immigration choisie prônée par le gouvernement et elle est même gangrénée par des pratiques syndicales, fruits de l'évolution de plus en plus collaborationniste de cette confédération.

Pas ou peu d'informations sur cette lutte dans les entreprises, peu ou pas du tout de soutien des sections syndicales même dans les boîtes concernées par la grève.

Service minimum syndical pour aider les grévistes sur les piquets et aider à la visibilité des sites occupés ; conséquence de tout cela : peu ou pas d'impact sur la production dans les entreprises concernées (sous-traitants et donneurs d'ordre).

En outre, la création d'un rapport de force concret et tangible sur le terrain est secondaire par rapport à des actions médiatiques avec des «people»,ainsi qu'au regard de la stratégie de lobbying auprès de représentants du patronat ; de fait, la préférence est donnée à des discussions à froid avec les patrons pour obtenir un infléchissement improbable du gouvernement .

D'où la non volonté d'élargir le mouvement au delà de la région parisienne, la non volonté de donner une dimension nationale par une manif centrale .

Par ailleurs, le refus désastreux d'inscrire cette lutte dans le combat pour la régularisation de tous les sans papiers divise les sans papiers eux-mêmes et rebute des militants investis de longue date dans la solidarité aux sans papiers.

Pour couronner le tout, l'absence de démocratie dans le mouvement, la volonté de contrôler coûte que coûte cette lutte, le manque de transparence sur les informations, les décisions prises par un comité restreint fragilisent la lutte. Toute proposition faite en dehors de ce cercle de dirigeants auto- proclamés est combattue .

Quant aux piquets, l'information peine à être relayée ; quasiment chaque semaine,

---

(1) Chauveau, membre du PCOF, est le leader de L'UL CGT de Massy en Essonne qui, depuis de très longues années, a soutenu des sans papiers en Essonne. Dans le mouvement syndical, c'est un peu une exception qui confirme la règle.

• L'UL de Massy a été par exemple très en pointe dans les premières grèves dans l'Essonne à Modelux, ainsi qu'en 2007 à Buffalo Grill à Viry-Chatillon.

• Il semble aujourd'hui que Chauveau ait été recadré et, même s'il se présente comme le coordinateur pour la CGT de la grève des sans papiers, celle qui fixe les orientations stratégiques c'est la responsable pour les questions d'immigration, Francine Blanche.

(2) le 24 novembre 2009, après quatre réunions entre organisations syndicales signataires de la lettre adressée au premier ministre avec le ministère «de la rafle et du drapeau», Besson promulguait une circulaire provocatrice qui renforce l'arbitraire des préfectures .

En outre un délai de séjour de 5 ans est fixé ; elle laisse de côté les travailleurs non déclarés, et en particulier les travailleuses dans l'aide à la personne, les Algériens et les Tunisiens en sont exclus et, cerise sur le gâteau «empoisonné», la circulaire parle de métiers en tension par région, alors que les sans papiers y travaillent depuis de nombreuses années et sont déjà pris en compte dans les statistiques de l'emploi.

(3) Début mars 2010, sort une «approche commune»,entre organisations syndicales et certains dirigeants de groupe patronaux comme Veolia, des syndicats patronaux comme la CGPME ou des clubs de pensée comme le groupe Ethic, issu du MEDEF.

Cette approche (qui n'a aucune valeur juridique) demande au ministère du travail de revoir les principaux critères qui font obstacle à une régularisation large des travailleurs sans papiers, en restant malgré tout assez vague sur les intérimaires et en renvoyant les travailleuses de l'aide à la personne à des discussions ultérieures.

Le gouvernement, par l'intermédiaire de sa tête de fouine (c'est vrai, c'est pas sympa pour les fouines), mettra en doute le texte patronat-syndicat et est sur le point de pondre une nouvelle loi sur l'immigration «clandestine» (les mots qui font peur ne sont pas choisis au hasard ..).

Par ailleurs, notons que sur cette approche commune présentée par les 11 comme une avancée, le vice-président d'Ethic , Léonidas Calogeropoulos, déclare : «Nous n'avons rien contre des règles beaucoup plus dures pour l'avenir» ; en d'autres termes, on entrouvre un peu la porte de la régularisation pour vite la refermer et la cadenasser .

il y a bien une réunion des délégués grévistes au siège de la CGT à Montreuil , mais c'est plus pour écouter la bonne parole du professeur Chauveau qu'une AG de délégués échangeant et prenant des décisions en toute autonomie .

Pour conclure provisoirement, cette grève unique en Europe par sa durée et le nombre de travailleurs sans papiers concernés n'a pas pu donner tout son potentiel de radicalité.

La condition sine qua non d'une victoire dépendra du degré d'autonomie des principaux concernés et de leur volonté de réinscrire la lutte des travailleurs sans papiers pour la régularisation de tous les sans papiers quel que soit leur statut.

Obtenir une circulaire avec des critères clairs, étendus, simples, pourquoi pas ? Mais à condition d'inscrire cette revendication dans la lutte pour la régularisation de tous et la libre circulation des personnes, sinon on divise le mouvement et on tombe dans le piège de l'immigration choisie.

Christian Essonne

Sans papiers en Marche pour la Régularisation

A Nice les 31 mai et 2 juin se tient un sommet pour commémorer le cinquantième anniversaire des indépendances des pays Africains.

Les Collectifs de sans papiers réunis dans le Ministère de la Régularisation de Tous les Sans Papiers ont décidé de marcher de Paris à Nice pour réclamer la régularisation des sans papiers qui vivent et travaillent en France.

Beaucoup d'entre nous viennent des pays africains qui ont gagné leur indépendance en 1960.

Malheureusement le colonialisme de la France, qui avait abondamment pillé nos ressources, utilisé nos peuples comme réservoir de main d'œuvre, a continué sous la forme de rapport néocoloniaux.

Nos pays ne se sont pas développés et nous avons dû migrer pour nourrir nos familles.

L'agriculture exportatrice européenne et le mode de développement des pays riches qui a accéléré un réchauffement climatique qui, dans les pays subsahariens, a diminué les pluies des moussons ont contraint les paysans de nos pays africains à fuir les campagnes, aller végéter dans les villes ou migrer vers l'Europe.

Le gouvernement français est responsable de cette situation, trop souvent les gouvernements africains sont complices de cette politique. Ainsi les Accords de réadmission signés par trop de pays organisent avec l'Europe forteresse de la directive de la honte « la chasse aux migrants » et leur expulsion.

Assez de ces traitements indignes !

Gouvernements africains arrêtez de collaborer !

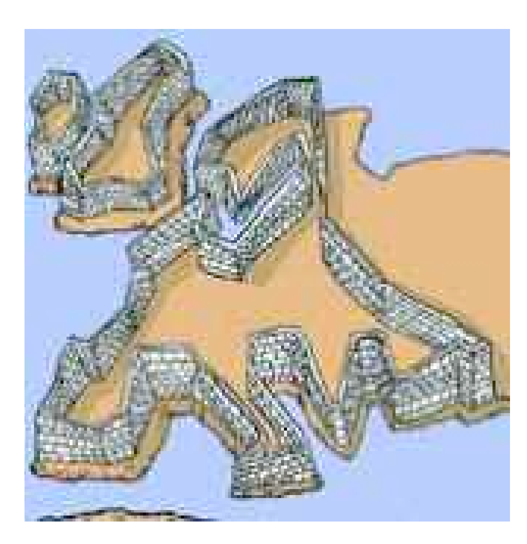
Gouvernement français, régularisez les sans papiers !

Nous appelons toutes les associations et organisations à soutenir et accueillir les marcheurs qui durant le mois de Mai iront de Paris à Nice.

Le MRTSP (Ministère de la régularisation de tous les sans papiers)

Le droit d'asile encore « en crise »

Ca s'agite dans les administrations et les cabinets ministériels. Les structures d'accueil de réfugiés sont saturées et le ministre de l'immigration s'inquiète d'une « explosion » des demandes d'asile.



De nouveau il semble bien que nous traversions la énième crise de l'asile caractérisée par une augmentation sensible des arrivées de réfugiés et par une saturation des structures d'accueil. Après la crise des années 1989-90, puis celle du début des années 2000, voici le crû 2010. Les ingrédients sont en place pour la répétition du même scénario : augmentation de la demande d'asile, saturation des administrations, des organismes officiels et des associations, et préparation d'un projet de loi pour remettre de l'ordre dans tout cela, fondé sur l'illusion qu'une réglementation dérisoire peut influencer les flux migratoires.

Le parcours bureaucratique du combattant

La version 2010 semble un peu différente des précédentes, car elle donne l'impression que c'est l'Etat qui s'est enfermé dans son propre piège. Ces dernières années le droit d'asile a été marqué par deux grandes réformes. La réforme des années 2003-2004 concernait la procédure de demande d'asile et reposait sur l'idée qu'en complexifiant le parcours des demandeurs d'asile on dissuaderait les « faux » réfugiés. C'est ainsi que sont apparues des contraintes de délai pour adresser son dossier à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) afin qu'il soit étudié ; ou bien l'obligation discriminante de rédiger ce même dossier en français – comme si le statut de réfugié devait être réservé aux francophones ! - ou encore l'obligation de produire un justificatif de domicile réel pour renouveler les papiers en préfecture et non plus une domiciliation auprès d'une association. Bref, des montagnes de tracasseries et de procédures supplémentaires qui sont censées permettre la sélection des meilleurs réfugiés !

Un peu plus tard une autre réforme importante est intervenue, concernant cette fois l'accueil et la prise en charge sociale des demandeurs d'asile. Au préalable il convient de savoir que, depuis 1991, le marché du travail leur est quasi

interdit, ce qui crée une grande dépendance et assistanat vis-à-vis des organismes étatiques ou caritatifs. A partir de cette date, les candidats au statut de réfugié pouvaient choisir entre, se débrouiller par eux-mêmes pour leur hébergement, en général en sollicitant les amis, la famille, dans ce cas ils percevaient une allocation ; ou bien demander une prise en charge dans un centre d'accueil pour demandeur d'asile (CADA). De fait, étant donné la pénurie de place dans ces structures gérées par des associations mais avec des financements publics, c'est le premier choix qui était majoritairement réalisé par défaut.



La perte d'autonomie des demandeurs d'asile

En 2006, profitant d'une baisse du nombre de demandeurs d'asile, l'Etat a voulu créer un système d'accueil privilégiant l'hébergement dans ces CADA. Sous des arguments faussement humanitaires – les gens sont mieux pris en charge et ils peuvent être aidés pour leur dossier – les autorités avaient en tête de réaliser un dispositif où quasiment aucun demandeur d'asile ne serait « dans la nature », et avec l'objectif évident des les avoir à l'œil pour pouvoir les cueillir en cas de rejet de leur demande. Pour ce faire, un nombre conséquent de nouveaux CADA ont été ouverts à grand renfort de financements – certaines grosses associations ne se sont pas fait prier pour profiter de ce nouveau gâteau -. Mais il manquait la carotte pour inciter les exilés à choisir ce mode d'hébergement, pas forcément attrayant pour tout le monde en ce qu'il consiste souvent en des foyers collectifs, en général assez éloignés des centres- villes. C'est alors qu'a été inventé un mécanisme incitatif quelque peu pervers : désormais ne peuvent bénéficier de l'allocation temporaire d'attente que les seuls demandeurs d'asile qui acceptent l'offre de prise en charge en CADA formulée au moment des premières démarches en préfecture. Concrètement, cela signifie que toute personne qui souhaite recevoir cette allocation de 320 euros par mois doit accepter le principe d'être hébergée tôt ou tard dans un CADA, même si elle n'en n'a pas vraiment le besoin parce que des amis ou de la famille l'accueillent déjà. Cette procédure crée un jeu hypocrite où un nombre incalculable de demandeurs d'asile se trouvent contraints de faire des demandes de prise en charge seulement pour bénéficier de cette maigre allocation afin de pourvoir à leurs besoins quotidiens. En cas de refus de place dans un CADA, il est immédiatement mis fin au versement. Par voie de conséquence, les associations et les administrations se trouvent à gérer des demandes d'hébergement qui n'existeraient probablement pas si les intéressés pouvaient attendre tranquillement le résultat de leur demande d'asile avec simplement le subside de l'Etat.

Depuis l'autonome 2008, le nombre de réfugiés arrivant en France est en augmentation sensible (27063 premières demandes d'asile en 2008, 33235 en 2009), mais crée une situation de saturation inédite - ce qui fait dire à Eric Besson que la France subit une véritable explosion de la demande d'asile ! Dans ses derniers communiqués, il ne manque pas de rappeler que le budget de l'Etat consacré à l'accueil est de 318 millions d'euros et que le nombre de places en CADA est passé de 5000 en l'an 2000, à plus de 20000 aujourd'hui. Comment se fait-il alors que, avec des moyens considérablement accrus, l'Etat se trouve en difficulté et réalise moins bien qu'auparavant les missions d'accueil des réfugiés ?

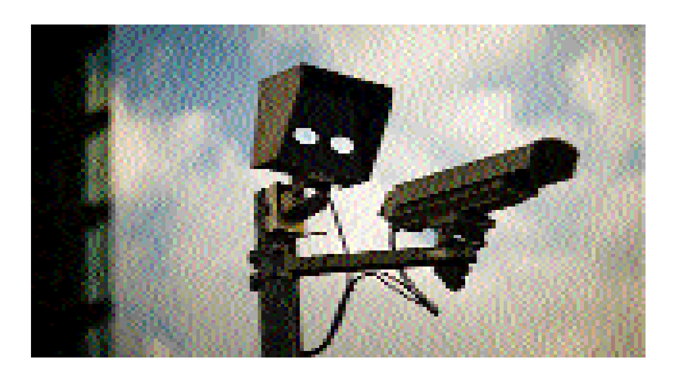
L'administration s'englue dans ses propres règles

Les explications sont sans doute à chercher du côté des procédures d'examen et d'accueil des demandeurs d'asile et remettent en question les réformes des années précédentes. La volonté de complexification des démarches de demande d'asile ont généré un accroissement évident du travail administratif pour gérer tous les aspects de cette procédure. Qui dit nouvelles obligations pour les requérants, dit fonctionnaires supplémentaires pour vérifier le respect de ces obligations. Qui plus est, ces nouvelles règles s'accompagnent en général de voies de recours juridiques, créant une inflation du contentieux et donc un alourdissement de la machine administrative pour gérer ce contentieux... etc. Sur l'accueil, c'est le summum, puisque l'Etat a mis en place une véritable usine à gaz sur la gestion de l'offre de prise en charge associée au versement de l'allocation et la demande CADA, qui non seulement absorbe beaucoup de temps de travail administratif mais, en plus, génère probablement un nombre non négligeable de demandes et de prises en charge non véritablement souhaitées.

Le processus de demande d'asile atteint désormais un tel niveau de complexité qu'il donne l'image d'une énorme machinerie où les procédures administratives deviennent une fin en soi, en générant des frais considérables, et qui plus est pour accoucher d'une souris. Même les bureaucraties soviétiques n'avaient pas réussi à atteindre un tel niveau d'absurdité ! Le problème est que les rouages sont capables de tenir une certaine capacité de gestion de demandes d'asile, d'environ 20000 par an. Mais dès qu'une légère augmentation se fait sentir, tout s'enraye et l'Etat se retrouve étouffé par ses propres règles et procédures. Cela pourrait avoir un côté jouissif, sauf que les premiers à en souffrir sont bien évidemment les exilés eux-mêmes.

En tout cas cela doit servir de leçon : ce n'est pas en réclamant plus de moyens, et donc plus d'Etat, que l'accueil des réfugiés est mieux garanti. Mieux vaut remettre en question directement le fondement des législations et des réglementations. Si les demandeurs d'asile bénéficiaient des même droits (logement, travail, formation,...) que n'importe quelle personne vivant sur le sol français, si ceux-ci étaient considérés comme des individus autonomes et indépendants à part entière, le problème des moyens financiers de leur accueil ne se poserait pas.

Tonio, le 20 avril 2010



« Voisins vigilants »

Les communes de Quesnoy-sur-Deûle, Santes, Bois-Grenier et Phalempin du Nord (59) expérimentent depuis plusieurs semaines le dispositif « voisins vigilants » proposé par la gendarmerie. Concrètement, il s'agit de demander à des citoyens volontaires d'alerter la gendarmerie d'agissements ou d'événements anormaux. Bois-Grenier « emploie » 8 voisins vigilants correspondants de la gendarmerie pour un village de 1437 habitants ! Le maire n'hésite pas à déclarer : « Nous n'avons pas de criminalité, mais pour éviter les abus de faiblesse sur les personnes âgées, par exemple, pourquoi s'en passer ? »
Cette pratique de « voisins vigilants » nous vient des pays anglo-saxons, Grande Bretagne, Canada et Etats-Unis. Ce système est en pleine expansion dans les Alpes-Maritimes (lire plus haut pour la ville de Nice). Dans certaines communes de ce département, la chaîne de « voisins vigilants » est hiérarchisée (responsables de quartier). Si elle transmet des informations, elle en reçoit aussi en retour de la police municipale et de la gendarmerie. C'est ainsi qu'en cas de vol ou d'infraction, ces instances en informent les responsables de quartier qui font redescendre l'info aux habitants vigilants. Des panneaux signalétiques sont disposés aux entrées d'un « secteur vigilant » et des autocollants pour les boîtes à lettres sont fournis par la mairie. Les supermarchés vont peut-être bientôt en vendre à côté des autocollants « chien méchant » ! Ces dispositifs nous évoquent bien évidemment la délation et aussi la constitution de milices privées capables d'appliquer la peine de mort pour un simple cambriolage.

Mise à jour de fichiers

Dimanche 28 mars avait lieu une manifestation anti-carcérale aux abords de la prison de la Santé à Paris. Cette manif avait été déclarée et autorisée par la préfecture de police. 150 personnes maximum étaient présentes dans ce défilé-concert avec prises de parole contre la politique carcérale. Dès le début, les CRS présents en nombre encerclent progressivement le défilé. 110 personnes sont interpellées pour « participation en attroupement en vue de commettre des violences volontaires en groupe ». 57 personnes seront gardées à vue dont 11 personnes (dont celles qui étaient venues en préfecture déclarer la manif) ne seront relâchées que le mardi. Pas de suites judiciaires… mais fichage sous toutes les coutures.
Les manifestants se sont, dans un premier temps, demandé ce qui avait pu provoquer ces arrestations massives. Pas de projectiles, pas de cagoules… peut-être une fusée de détresse qui finit sa course dans un immeuble ?
En fait, les flics n'ont plus besoin de délits commis pour arrêter des personnes participant à une manif autorisée ! En effet, depuis la loi sur les violences en bande promulguée le 2 mars 2010, des manifestants peuvent être arrêtés non pas pour avoir commis des violences mais pour avoir été soupçonnés d'en préparer. C'était la première fois que cette loi était appliquée dans le cadre d'un rassemblement autorisé considéré par la loi comme étant « une bande même provisoire ». Cette loi permet un certain changement de stratégie des flics : autorisation accordée à une manif où l'on sait qu'une partie de la « mouvance… » sera présente, et ensuite on coffre le maximum de monde sans motif précis, si ce n'est cette nouvelle loi anti-bandes. Bilan : une opération pas trop compliquée à monter pour mettre à jour les fichiers.

L'Etat nous vidéo-protège !

L'Etat apporte une contribution de 40% en moyenne aux dépenses d'investissement nécessaire pour installer les caméras. Les maires doivent déposer leurs projets en Préfecture. En mars 2010, l'Etat a débloqué 13,1 millions d'euros afin de financer l'installation de 3 203 caméras de « vidéo-protection » supplémentaires dans 231 communes, 19 établissements scolaires et 19 ensembles d'habitation. Pour l'année 2010, le ministère de l'Intérieur dispose de 30 millions, soit le double de 2009 et le triple de 2008.
La majeure partie des municipalités, quelle que soit leur couleur politique, monte des projets. Seuls quelques maires refusent, dont beaucoup pour des questions de coût car la vidéosurveillance implique des dépenses de fonctionnement et d'entretien importantes et, bien souvent, l'embauche de policiers municipaux supplémentaires à mettre devant les écrans. Néanmoins, le maire de Villeurbanne a émis de sérieuses réserves sur la pertinence de la vidéo-surveillance. Il « s'étonne qu'aucune étude sérieuse n'ait été menée pour évaluer les effets de ces équipements ». Rappelons que le projet de loi Loppsi 2 voté en première lecture par l'assemblée nationale contient une mesure autorisant les préfets à imposer aux maires l'installation de caméras dans leurs communes. Ce maire du Parti Socialiste d'une assez grande ville est actuellement bien isolé. Son voisin lyonnais, qui fait de la sécurité une priorité depuis qu'il a été élu, a fait brancher en 2009 plus de 220 caméras sur la voie publique. Quant au maire de Paris, il a lancé le plan « 1000 caméras ». Le record, pour les grandes villes, est, bien entendu, détenu par Nice, la ville où Estrosi est maire. Avant la fin 2010, Nice comptera 624 caméras soit une pour 600 habitants. L'investissement est de 8,7 millions d'euros ! Estrosi a inauguré un « centre de supervision urbain » destiné à centraliser tous les renseignements effectués par les caméras ainsi que les appels téléphoniques des « honnêtes gens » délateurs. Ce centre comporte trois salles : une, surnommée « les yeux », où se trouvent 14 écrans avec 6 agents ; une autre, « le cerveau », est le PC de commandement avec 4 écrans et 4 agents et enfin « les oreilles », constituée d'un standard téléphonique avec 2 agents. Pour assurer le fonctionnement de tout ce délire sécuritaire 24h/24 et 7 jours/7, 100 policiers municipaux ont été recrutés. On apprend par Estrosi que « la technologie utilisée est la même que celle expérimentée par l'armée française en Afghanistan ».
Les talibans des quartiers sont donc prévenus !

Des luttes contre la vidéo-protection

Le conseil municipal de Lons-le-Saunier dans le Jura avait décidé d'installer trois caméras dans la cour d'une école maternelle. Le maire de la ville a expliqué que ces caméras ne tourneront pas quand les enfants seront présents. Le conseil d'école a voté contre cette mesure, les parents ont d'ailleurs occupé l'école un dimanche en signe de protestation. A noter que le coût de ces caméras s'élevait à plus de 7 700 € dans un bâtiment vétuste où l'eau s'infiltre quand il pleut…
A Paris, le Collectif Démocratie et libertés, pour un Paris sans vidéosurveillance, appelle, depuis trois mois, à un rassemblement sur le parvis de l'Hôtel de Ville tous les derniers lundis du mois et cela jusqu'au retrait du plan « 1000 caméras ». Son argumentation s'articule autour de trois thèmes : la vidéosurveillance n'est pas efficace et n'empêche pas les violences ; elle est dangereuse pour les libertés et c'est l'argument électoral de la droite utilisé pour détourner l'attention de l'insécurité sociale générée par la violence de la crise sociale.
D'autre part, ce collectif a lancé une pétition sur son site qui a déjà recueilli plus de 10 000 signataires. Contact : http://www.paris-sans-video-surveillance.fr

Tu vas voir ta gueule .. après la récré !

Le 26 mars, trois lycéens marseillais se disputent pendant la récréation de 10 heures avec une élève, dont la mère est commandante de police. Dans la demi-heure suivante, 12 fonctionnaires de police, à bord de trois véhicules de service, dirigés par « maman » du commissariat de la commune voisine de Plan-de-Cuques, se rendent au lycée. « Maman », qui ne se fait pas connaître en tant que telle, exige du Proviseur que les 3 garçons, élèves de 1ère , lui soit amenés sur-le-champ ; dans le cas contraire, elle aurait procédé à une arrestation à la sortie des élèves. La Proviseure a obtempéré « pour éviter une émeute à la sortie du lycée ». Les 3 lycéens sont emmenés au commissariat où ils sont fouillés, menottés, avant prise d'empreintes, de photos et prélèvement ADN… et plusieurs heures de garde à vue ! A noter que ce lycée n'est pas dans le périmètre d'intervention du commissariat de Plan-de-Cuques.
Les parents d'élèves et le syndicat enseignant SNES-FSU ont vivement réagi. Des enquêtes auraient été ouvertes….

Sécurisation du milieu scolaire

La circulaire interministérielle du 23 septembre 2009 a précisé le dispositif de sécurisation des établissements scolaires. Quatre mesures essentielles ont été prises :
- Les diagnostics de sécurité : tous les établissements scolaires devront les avoir obligatoirement réalisés d'ici juin 2010.
- Les équipes mobiles de sécurité (EMS) : c'est une priorité ! Leur mise en place a été achevée fin mars.
- Les correspondants sécurité-école : tous les établissements scolaires et certaines écoles disposent d'un policier ou d'un gendarme référent clairement identifié.
- La formation aux problématiques de sécurité et à la gestion de crise : elle concerne à court terme 14 000 personnels de direction. C'est dans ce cadre que l'Académie de Créteil (et ce n'est qu'un exemple) a formé en mars 2010 une centaine de chefs d'établissements stagiaires en partenariat avec la police et la gendarmerie (80 lieutenants ont participé à cette formation).

Résistance à Base élèves (suite)

La lutte juridique contre le fichage des enfants à l'école continue. A ce jour, 1820 plaintes conte X ont été déposées. Une campagne nationale de dépôts de nouvelles plaintes est organisée le 19 mai dans une bonne trentaine de départements.
Contact : http://retraitbaseeleves.wordpress.com
La répression continue elle aussi : le 30 mars, l'Inspectrice d'Académie de l'Isère a décidé lors d'une commission paritaire de retirer leur fonction de directeurs à deux directeurs d'école qui refusent de remplir le fichier de données informatiques « base élèves premier degré ». Un rassemblement de plus de 200 personnes a eu lieu le lendemain devant l'inspection académique afin de protester contre cette décision.

Les « refuzniks » de l'Education Nationale ont leur fichier

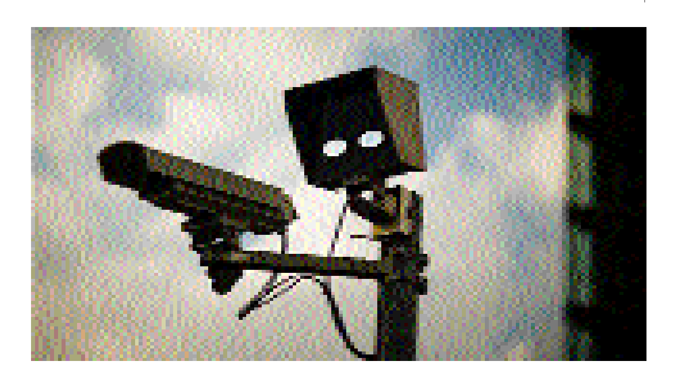
Ceux et celles qui résistent dans l'Education Nationale aux décisions prises (base élèves, aide personnalisée, mais aussi grèves…) sont sanctionnés financièrement pour « absence de service fait ». Par une lettre de l'inspection académique du Rhône, on apprend que, « dans le cadre de la modernisation des procédures de retenues sur traitement pour absence de service fait…, l'application informatique nationale MOSART » a été mise en place à partir du mois de mars 2010. « Ce logiciel repose sur une saisie des informations nominatives par les Inspecteurs de l'Education Nationale de circonscription, après collecte des données individuelles auprès des écoles ».

Les psychiatres, placés sous surveillance des préfets, réagissent !

La circulaire du ministère de l'Intérieur et du ministre de la Santé, datée du 11 janvier 2010 et adressée à tous les préfets, a révolté le monde psychiatrique. En effet, ce texte prévoit que lorsqu'un psychiatre décide une sortie d'essai d'un malade hospitalisé d'office, il devra désormais s'en référer au préfet qui est chargé de « s'assurer de la compatibilité de la mesure avec les impératifs d'ordre et de sécurité publics ». Cette circulaire avait été rédigée au moment d'un fait divers dramatique mettant en cause un malade. Pour l'Etat, il s'agit de convaincre les « citoyens normaux » qu'un malade mental est dangereux et qu'il importe avant tout de s'en protéger alors qu'il y a un risque sur 10 millions de mourir attaqué par un inconnu souffrant de schizophrénie ! Une réforme de la psychiatrie publique sera présentée dans les prochaines semaines en Conseil des ministres. Elle devrait entériner le contenu de la circulaire et la plupart des mesures sécuritaires annoncées fin 2008 par Sarkozy (voir cette rubrique dans le n°186).
Lors de son congrès annuel des 19, 20 et 21 mars 2010, l'Union Syndicale de la psychiatrie a voté la motion suivante :
« Dépistage précoce, troubles du comportement devenant maladies, fichages, identitovigilance, unités fermées, plus haut s murs, caméras de vidéosurveillance, bracelet électronique, chambres d'isolement, éla rgissement de la contrainte aux s oins… pour sécuriser.
Pour faire rentrer dans une nor me, où le sujet doit s'adapter au monde. Alors que le soin serait pl utôt de se construire une convivialité avec le monde.
Le « sécuritaire » infiltre la pratique psychiatrique pour abolir l'angoisse pourtant créatrice. Le politique nous somme d'assumer une police des mœurs. L'USP continue sa lutte avec les collectifs
- « Refus de la politique de la peu r » (http://refuspeur.fr),
- « Collectif national anti-délation » (http://www.antidelation.lautre.net),
- « Pas de 0 de conduite pour les enfants de 3 ans » (http://www.pasde0deconduite.org)… »
Contact :USP, 52 rue Gallieni 92240 Malakoff ; tél. 01 46 57 85 85 – fax 01 46 57 08 60 e-mail : – site : www.uspsy.fr

Souriez, souriez…

Mi-mars, cinq pompiers catalans en formation de lutte contre le feu ont été présentés à des millions de téléspectateurs comme des membres de l'ETA assassins de policiers. Ils avaient été filmés par une caméra d'un supermarché où ils faisaient leurs courses. Ils ont eu tout de même plus de chance de survie que le touriste brésilien tué « par erreur » par Scotland Yard dans le métro de Londres en 2005 parce que des caméras de vidéosurveillance l'avait montré avec un sac à dos suspect.
En France, les caméras commencent à être utilisées pour verbaliser des automobilistes. On a un temps de retard sur les Anglais où 2,6 millions de puces électroniques ont été installées depuis plusieurs années dans les poubelles ! Ces puces, installées par plusieurs conseils municipaux, ne seraient pas encore activées. Il s'agirait d'une première étape en prévision de l'instauration d'amendes pour les mauvais recycleurs ! Un élu local de Bristol a déclaré que les « puces de poubelle » de sa ville seraient un outil innovant destiné à récompenser les efforts des bons gestionnaires de détritus ! Là, on se tord de rire…



Parlons aussi des succès !
"En ces temps difficiles, les bonnes nouvelles, les petites victoires, les moindres succès dans les luttes sociales sont à faire connaître, après tout c'est bon pour le moral et cela permet de réfléchir à ce qui fait que, parfois on gagne..."

Pérou
L'accès d'une réserve d'Indiens isolés désormais interdit aux compagnies pétrolières

Les compagnies pétrolières et gazières ne pourront plus prospecter dans une réserve d'Amazonie péruvienne abritant des Indiens isolés.

Trois ans après la création de la réserve de Madre de Dios en 2002, la compagnie chinoise Sapet avait obtenu l'autorisation d'opérer dans la concession dite 'Lot 113'. Le contrat de Sapet ayant maintenant expiré et, selon la carte des concessions établie par et datée du 31 décembre 2009, cette réserve n'est pas inclue dans les prochaines 'enchères' de concessions pétrolières prévues en mai prochain.

Des photos aériennes avaient révélé il y a deux ans la présence de vingt et un Indiens isolés vivant dans cette réserve.

« L'annonce de la suppression définitive du 'Lot 113' de la carte des champs pétrolifères de Perupetro est une décision importante, car elle permet non seulement de garantir l'intégrité des Indiens isolés du Madre de Dios, mais elle crée un excellent précédent pour la protection des Indiens isolés dans d'autres régions et pays dont les territoires sont inclus dans des concessions pétrolières », a déclaré l'organisation indigène locale, (Federación Nativa del río Madre de Dios y Afluentes) qui défend les droits de 32 communautés.

En 2006, Sapet avait accepté de ne plus travailler dans la réserve suite à la pression exercée par la FENAMAD et l'organisation indigène nationale AIDESEP. Mais sur les cartes de Perupetro la réserve restait ouverte à la prospection jusqu'à très récemment.

Dans d'autres régions du Pérou, le gouvernement continue d'autoriser les compagnies telles que Perenco, Repsol YPF et Petrobras à opérer dans les territoires des Indiens isolés.

Pour l'organisation de défense de peuples indigènes Survival International, « la suppression de la réserve de Madre de Dios des lots pétroliers de Perupetro est une excellente nouvelle. Le Pérou doit maintenant appliquer cette même mesure dans d'autres régions du pays et garantir que les territoires où vivent des Indiens isolés ne soient envahis par les compagnies pétrolières et gazières – en particulier lors des enchères qui auront lieu en mai prochain. »

Les communautés des indiens isolés de la région de Madre de Dios (Amazonie péruvienne, dans la partie sud-est du pays) sont menacées par toute une série de projets ; oléoduc par la compagnie franco-britannique Perenco, Centrale Hydroélectrique à Inambari, développés par les entreprises brésiliennes OAS et Electrobras.

Cette première victoire en appelle d'autres.

Lycée du 93 nord
Petite victoire dans un océan de défaites

Un lycée (général et technologique) ordinaire du 93 nord. Comme beaucoup de lycées du département, l'année scolaire a été un peu agitée. Grèves « saute-mouton » des enseignants massivement suivies (il y en a plus qu'ailleurs puisqu'il faut compter avec non seulement les mots d'ordre de grève de la fonction publique, mais aussi ceux propres à l'Education Nationale). Il y a trois grosses revendications: les retraites, la suppression de la formation des enseignants et la réforme des lycées (cf. CA n° 196). Particularité du 93 et de l'Académie de Créteil: plusieurs grèves, parfois rapprochées à défaut d'être reconductibles, contre la réforme. Celles-ci étaient déjà nettement plus minoritaires. Quelques blocages aussi des lycéens. Une agitation également au premier trimestre, liée à l'apparition des « Equipes Mobiles de Sécurité », qui ne sont pas intervenues sur cet établissement dont les enseignants avaient jugé préférable de protester à l'avance. Le gros des grèves a eu lieu avant les vacances de février, et devant l'absence de reprise du mouvement par la province, la résistance était en train de s'éteindre doucement.

Histoire de ne pas la réveiller, le proviseur avait choisi de ne donner aucune information sur les modalités d'application de la réforme l'année prochaine. Les syndicats ne l'avaient pas exigé non plus car, n'est-ce pas, ce serait implicitement accepter la réforme, contre laquelle on n'avait pourtant pas remarqué leur intense travail de mobilisation. La rumeur courait que trois postes seraient supprimés, baisse des effectifs oblige, mais ils correspondaient à des mutations ou des absences. Et là, patatras, le proviseur annonce fortuitement à un collègue (sans même le convoquer) que son poste sera supprimé (ce qui dans la maison ne se traduit pas par un licenciement mais par une mutation obligée, et là à moins de 15 jours de la clôture des voeux). Débrayage massif et immédiat pour obtenir des explications donc une demi-journée d'information. Obtenu, mais on apprend alors que ce sont cinq postes qui sont supprimés, donc deux de plus que la rumeur. Par ailleurs, demande d'audience au rectorat (qui décide des suppressions de postes). Obtenu aussi, et alors tout s'accélère. Rassemblement devant le rectorat (c'est très loin du 93 nord) de beaucoup de profs et de quelques élèves ; on impose qu'un élève fasse partie de la délégation composée pas seulement de délégués syndicaux mais aussi d'enseignants non syndiqués mobilisés depuis le début. Discussion « technique » pour la défense des deux postes concernés (avec de solides arguments de notre côté), et le rectorat découvre (ou fait semblant ?) qu'il y a eu des blocages, que sa décision peut provoquer des réactions. On nous annonce que le dossier sera réétudié, et on part contents, avant de réaliser qu'au fond on n'a rien obtenu du tout.

Le lendemain était le jour de remise des livrets aux parents. On décide alors de faxer au rectorat un ultimatum de grève reconductible à partir du lundi suivant faute de réponse claire, et on transforme la remise des livrets en réunion d'information. On était déjà en contact avec les parents, et on avait tenté (c'est compliqué) depuis longtemps de les informer sur les conséquences de la réforme et de la suppression de la formation des enseignants. De plus, ils étaient sensibilisés et inquiets à cause des blocages. Et là, ça s'accélère encore. On nous dépêche le jour même un envoyé du rectorat. Les parents ont été formidables. Très nombreux, ils ont suivi nos explications avec intérêt, appuyé la grève, gueulé, et surtout exigé qu'on leur amène le monsieur du rectorat. Ce qui a été fait, et il a pu entendre en direct ce que pensaient les parents de la dégradation des services publics, de la nécessité d'enseignants en nombre suffisant, de la façon dont leurs enfants des quartiers étaient traités. Pas question de négociation sur les deux postes concernés. Il a dû s'engager à amener une réponse aux parents le lundi soir (on était le jeudi). Il nous a ensuite demandé de les calmer, et on a dû lui expliquer qu'on ne connaissait qu'un moyen de calmer les jeunes comme leurs parents...

On repousse notre ultimatum de 24 heures et, surprise, le lundi soir, on avait gagné nos deux postes sans même avoir eu besoin de faire grève. Pourquoi? Est-ce le seul fait d'une mobilisation unitaire non pas au sens classique du terme, mais au sens profs-élèves-parents-vie scolaire-personnel technique? Est-ce la conjonction avec une décision difficilement justifiable? Est-ce pour ne pas rallumer le feu contre la réforme? S'étaient-ils prévu une marge de manoeuvre en fonction des réactions? En tous les cas, on a savouré notre victoire, sachant tout le provisoire qu'elle comporte...

Caen
Chômeur-euses et Précaires souvent ! Enragé-e-s tout le temps !

L'autoréduction est une pratique qui consiste pour un groupe de personne à imposer la baisse du prix d'un produit ou d'un service, voire sa gratuité.

En 2008 plusieurs autoréductions ont été organisées à Grenoble, Rennes, Paris,... Les cibles sont les supermarchés qui se font des

marges faramineuses sur notre dos et celui des producteurs.

Nous sommes des précaires, des chômeur-euses, des RSAistes et/ou des glandeur-euses. Nous avons décidé de nous organiser collectivement pour pouvoir nous défendre face aux gouvernements et à l'économie qui cherchent à nous utiliser et à nous broyer.

Le jeudi 11 mars, nous nous sommes rendu-es à une quarantaine de personnes à l'Intermarché, rue Guynemer à Caen. Nous avons rempli des sacs de bouffe, de produits d'entretien, de produits pour bébé. À l'heure dite, nous nous sommes retrouvéEs au niveau des caisses où nous avons sereinement expliqué notre refus de payer et notre souhait de rencontrer le directeur pour qu'il nous autorise à sortir (condition pour ne pas être poursuivi pour vol.) Toutes les caisses se sont trouvées bloquées pendant environ 30 minutes, et des discussions se sont engagées avec les caissières et les clients, très compréhensifs et favorables dans l'ensemble à cette action. Le gérant du magasin a fini par donner son accord et à nous laisser librement sortir.

Nous avons quitté les lieux sous les applaudissements de plusieurs clients du magasin. Nous avons redistribué les sacs dans les quartiers alentour à des gens ravis. Cette joyeuse balade était suivie de près par une voiture de la BAC. Cela ne nous a pas empêché-es de continuer la distribution. Une fois les sacs vides, nous avons pris le tram afin de nous disperser plus loin en centre ville. Mais à l'arrêt Guynemer, une trentaine de flics en grande tenue a stoppé le tram et l'a encadré. Tous les voyageurs ont eu droit à un contrôle d'identité et pour certainEs une palpation, puis ils nous ont fait descendre. Sans aucune raison apparente, mis à part le délit de faciès, 3 personnes ont été emmenées au commissariat pendant quelques heures pour un contrôle d'identité plus poussé et un petit interrogatoire.

À travers ce genre d'action que nous appelons à se répéter et à se multiplier, nous ne défendons pas le pouvoir d'achat car il n'est qu'un des aspects de l'esclavage moderne que sont le salariat et le chômage. Esclavage par l'obligation d'accepter des contrats précaires où le/la salarié-e doit être flexible et corvéable. Esclavage par l'obligation d'accepter les offres « raisonnables » d'emploi proposées par la Pôl(ic)e Emploi.

Nous ne faisons pas acte de charité en redistribuant sans contrepartie. Nous voulons juste montrer qu'il est possible, en s'organisant, de réquisitionner ce qu'on nous vole les autres jours.

Notre action était politique et anticapitaliste (n'en déplaise à *Ouest-France* qui a publié un article plein d'erreurs dans la rubrique… « faits divers » !).

Nous refusons que l'argent soit une condition pour accéder aux produits et services fondamentaux… comme au reste d'ailleurs.

NOUS N'AURONS QUE CE QUE NOUS PRENDRONS !

Des participantEs à l'autoréduction du 11 mars. cpe@ablogm.org

Dijon : création d'un potager collectif sur des terres libérées

Dans sa course au rendement, le modèle agricole dominant, basé sur une logique industrielle et productiviste, requiert un usage massif de pétrole, de pesticides, d'engrais, d'emballages plastiques, le transport des aliments sur des milliers de kilomètres et provoque la stérilisation des sols et des cours d'eau, la désagrégation des liens sociaux dans les campagnes et l'exode rural, l'exploitation et le maintien dans la misère de millions de sans-papier-e-s et sans-terres en Europe et dans le monde. Son développement à l'échelle mondiale n'aura fait qu'aggraver les inégalités sociales, la destruction de la biosphère et livrer le vivant, des champs jusqu'aux semences et engrais, aux tenants de l'agro-industrie mondiale et à leurs trusts.

Les initiatives de libération de terres laissées en friche ou vouées au béton, et la mise en place de potagers collectifs sont parmi les moyens possibles pour défricher les bases d'une agriculture, locale, directe, bio…. Elles questionnent les modes de productions et le cloisonnement producteurs-consommateurs. Elles permettent de briser en acte le brevetage et la commercialisation systématique du vivant, et de fertiliser les liens qui se tissent à partir d'une terre partagée, habitée et travaillée…

A Dijon, le 28 mars, les participant(e)s d'une manifestation ont libéré des terres laissées à l'abandon depuis une dizaine d'années, car appartenant à un ensemble destiné à devenir un nouveau quartier, selon un projet d'urbanisme chapeauté par la mairie.

En quelques heures d'intense ébullition collective, grâce au ravitaillement assuré par "Food not bombs" et sous les rythmes véhéments de la batukada, une bonne partie du champ défriché, retourné, était prête à être ensemencée. Les quelques policiers présents se sont contentés d'observer et de condamner, médusés.

Le projet est lancé, mais il reste ouvert à tou(te)s. Son maintien, son développement, sa dynamique dépendent de ceux et celles qui voudront bien s'y investir. Il est possible de prendre contact sur place (rue Philippe Guignard), ou par e-mail : tierraylibertad@potager.org.

Scylla

Source
http://www.brassicanigra.org/contributions/recit-de-la-liberation-de-terres-du-28-mars-a-dijon-et-appel-a-venir-cultiver.html



Chômeurs et précaires

Irruption en direct sur France 2 : Ni culpabilisation, ni emploi forcé, ni management, grève des chômeurs !

Le 21 avril, l'émission "L'objet du scandale" sur France 2 a été interrompue. Un texte (ci-dessous) a été lu en direct par des membres de la coordination nationale réunissant à Paris le 3 avril des chômeurs et précaires de Paris, Montreuil, Rennes, Nantes, Angers, Tours. Cette coordination s'est engagée à relayer l'initiative de la coordination régionale de Bretagne appelant, dès le 3 mai, à une mobilisation de tous ceux et celles qui sont touchés par les mesures actuelles concernant la gestion du chômage et de la précarité.

« On en a marre de la culpabilisation et de la mise au travail forcée.

Nous avons besoin d'inventer ensemble une grève des chômeurs, une grève de tous les précaires. Nous appelons à commencer dès le 3 mai.

Ce n'est pas parce que nous n'avons pas d'usine où nous retrouver qu'on ne va pas s'organiser. Mais ce serait quoi une grève des chômeurs ? Ca commencerait par un mouvement de refus. Refus de nous laisser harceler, mobiliser, culpabiliser, insérer de force.

Les réformes de Pôle emploi ou du RSA cherchent à nous coincer, un par un, pour nous faire accepter des emplois de 10h par semaine payés une misère dans les secteurs les plus difficiles.

Il faudrait accepter n'importe quel travail sous peine de perdre une allocation de survie. Et qu'en plus nous soyons reconnaissants. Devrions-nous avoir honte de ne pas savoir nous vendre à n'importe quel employeur, honte de ne pas vouloir déménager pour un boulot, honte de ne pas accepter tout et n'importe quoi, de ne pas plier, en somme, devant la raison économique ?

Pas de honte qui tienne : franchement nous avons mieux à faire. Nous avons mieux à faire que chercher des emplois inexistants, mieux à faire que ce que l'on exige de nous. Voilà pourquoi nous refusons d'être suivis, contrôlés, managés, culpabilisés, radiés.

Pendant ce temps on renfloue les banques avec de l'argent public et on ose nous dire qu'il va falloir se serrer la ceinture.

Nous serons en 2010 un million supplémentaire de chômeurs sans droits. Une fois de plus nous servirons de prétexte à des débats d'experts sur les travailleurs pauvres, qui décideront à notre place ce qui est bon pour nous.

La grève des chômeurs et précaires, ce serait -dès maintenant- ne pas rester isolé, sortir des eaux glacées du calcul égoïste dans lesquelles on nous plonge. La grève des chômeurs et précaires, ce serait décider ensemble d'enrayer une machine à précariser faite pour nous manager à mort.

Nous appelons tous les travailleurs précaires, les intérimaires en colère, les intermittents du spectacle et de l'emploi, les saisonniers, les stagiaires démotivés, les étudiants désorientés, les retraités en mal de revenu, les sans-papiers, les licenciés preneurs d'otage, les travailleurs forcés, les volcans fraîchement réveillés à se rencontrer, à discuter dans les queues des CAF et des Pôle Emploi dans la rue, partout.

Déjà, à Rennes, Brest, Paris, Nantes, Montreuil, Tours et dans d'autres villes des précaires et chômeurs s'organisent.

Que mille collectifs fleurissent sur les décombres du plein emploi. Inventons ensemble la grève des chômeurs et précaires.

Face aux institutions, radiations, comptes et mécomptes, patrons, ne restons pas seuls :

Permanence CAP (pour les intermittents) : cap@cip-idf.org

Permanence précarité (pour les autres) : permanenceprecarite@cip-idf.org

Le lundi de 15h à 18h, à la coordination des intermittents et précaires : 14 quai de charente, Paris 19e, M° Corentin Cariou, ligne 7

Tel 01 40 34 59 74

Réseau «Sortir du nucléaire», agir sans attendre l'AG de juin

Dans *Courant Alternatif* de mars 2010, nous avons relaté les luttes internes au sein du Réseau «Sortir du nucléaire», dont la tentative du Directeur administratif de licencier le Chargé des relations extérieures avec l'appui d'une grève d'un mois des autres salariés. Le CA n'avait pas suivi et l'AG de février qui a entièrement renouvelé le CA a voté une feuille de route prévoyant que «l'ensemble du personnel salarié du Réseau sera conservé pour la totalité du mandat du CA provisoire (provisoire car d'une durée de vie de 4 mois, jusqu'à l'AG de juin) dans le respect du code du travail et des ressources financières». Il ne restait qu'à trouver des manquements graves au droit du travail. C'est fait. Le nouveau CA a pris la décision de licencier le Chargé des relations extérieures pour faute grave et de déposer une plainte au nom du Réseau "Sortir du nucléaire" à son encontre, notamment auprès du tribunal de grande instance de Lyon. Comme dit le CA, il était «de notre responsabilité d'assumer notre rôle d'employeur, dans l'intérêt de la survie même du Réseau». Évidemment cela a créé des remous et, s'il n'est pas possible d'y mettre fin, au moins peut-on tenter de les circonscrire. Ainsi on nous informe «que, désormais, les messages qui concerneraient la situation interne du Réseau ou le licenciement ne seront plus acceptés sur la liste [discu-sudest]» et qu'«une nouvelle liste de discussion [situation-interne]» est mise à disposition (quant au courrier, mentionner sur l'enveloppe : direct poubelle ?). La normalisation est donc en marche.

Scylla

Festival des résistances et des alternatives (FRAP) à Paris, du 7 au 18 mai

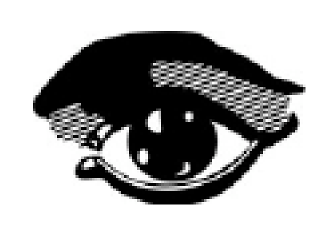
Un programme très varié et très riche, avec de nombreux intervenants : habitat et autoconstruction, luttes sociales et illégalisme, ville et gentrification, le sens du travail, projets immobiliers du Haut Montreuil, enfermement, sexualité, écologie et capitalisme vert, technologie et délation, construire l'anarchie, la domination domine les dominants

films, documentaires, expositions, théâtre

Pour des informations plus précises, s'adresser à :

Crap-festival@rezo.net ou

http://listes.rezo.net/mailman/listinfo/crap-festival



Bobines rebelles Troisième festival du documentaire politique et social en Creuse

Présenté par : Autour du 1er mai - Creuse Citron - Emile a une vache - Mémoire à vif - Peuple et Culture 19 - La loutre par les cornes.

Le vendredi 11 juin 2010 : à l'Atelier (Royère de Vassivière) à partir de 21h30.

Le samedi 12 juin 2010 : au Villard de 10h à 24h.

FESTIVAL : En programmant en continu, pendant une journée et une soirée, une série de films documentaires nous voulons proposer un moment fort permettant de créer une véritable dynamique de réflexion. Un moment qui facilite le contact et la discussion entre le public, les réalisateurs et les organisateurs.

DOCUMENTAIRE : En revendiquant un point de vue clairement affirmé, le documentaire permet de faire apparaitre une réalité qui, d'habitude, nous est cachée. Il favorise une démarche critique et l'émergence d'une conscience politique plus affirmée.

POLITIQUE/SOCIAL : A l'heure où les tenants du pouvoir nous imposent une pensée unique associée à une fausse bipolarisation politique, nous voulons partager nos interrogations, confronter nos dissidences. Plus qu'un simple militantisme, nous souhaitons susciter une réflexion qui puisse aboutir à un engagement cohérent. Indépendance politique et autonomie de pensée sont aujourd'hui une exigence sociale.

CREUSOIS : Les «élites» et les médias dominants nous affirment que la culture et la réflexion politique ne sont qu' urbaines. Nous sommes convaincus que rien n'est réservé à un territoire précis. C'est où l'on demeure, travaille… que l'on se doit d'agir.

Que chacun suive son chemin et que fleurissent cent festivals documentaires !

Stage émancipation

Emancipation tendance intersyndicale organise un stage national de formation syndicale, les 28 (à partir de 14h) et 29 mai (jusqu'à 17h), à Paris, sur le thème de l'histoire, l'actualité et les perspectives de 100 ans de syndicalisme révolutionnaire dans l'éducation. Il ne s'agit pas d'un colloque historique, mais de permettre une réflexion collective de mise en perspective en prise avec les luttes d'aujourd'hui. Réflexion articulant des rappels sur la nature historique du syndicalisme révolutionnaire d'une part, et les nécessaires débats sur le type de syndicalisme de lutte de classes dont nous avons besoin aujourd'hui… face à la situation actuelle des luttes.

Ce stage est ouvert à tous les personnels de l'Education, syndiqueEs diversement ou non-syndiqueEs et aura lieu à l'EDMP, 8 impasse Crozatier, Paris 12e, (métro Reuilly-Diderot).

Pour tout contact, toute demande d'info ou toute question pratique, envoyer un message à la fois à : er.emancipation@free.fr et quentin.dauphine@free.fr (téléphone 06 75 95 60 12).

Ion Anza victime de la violence d'Etat(s)

Jon Anza, militant abertzale (cf. article dans Courant Alternatif de novembre 2009), identifié à la morgue de l'hôpital de Toulouse le 12 mars 2010, près d'un an après sa disparition, est une victime de la terreur institutionnelle qui met en évidence les mensonges et les violences utilisés par les gouvernements successifs.

De la disparition de Jon Anza...

Dès que la nouvelle de sa disparition avait été connue et confirmée (Jon Anza se rendait, le 18 avril 2009, de Bayonne à Toulouse par le train et n'a plus dès lors donné de nouvelles), la gauche abertzale rendait publique la plainte déposée auprès du Procureur par la famille de Jon, le 15 mai 2009.

Le souvenir de sombres chapitres de l'histoire du Pays Basque, les assassinats diligentés au plus haut niveau de l'Etat dans les années 70 et 80 essentiellement sur le territoire de l'hexagone, la disparition jamais élucidée d'autres militants (en 1976, en 1980, en 1983), l'usage systématique de la torture (21 cas dans les commissariats et casernes espagnols depuis début 2010), la collaboration franco-espagnole et la présence d'agents espagnols armés sur le territoire hexagonal, le parcours militant de Jon Anza (emprisonné 21 ans derrière les barreaux espagnols), et surtout les dénonciations, ces derniers mois, d'enlèvements et de mauvais traitements infligés à des militants par des inconnus armés en vue d'obtenir leur collaboration avec les forces de police espagnoles, et ce des deux côtés de la frontière... tout faisait penser très vite à un nouvel épisode de « guerre sale ».

Depuis, plusieurs éléments étaient venus confirmer cette hypothèse. Un communiqué de ETA paru le 19 mai expliquait que Jon Anza, lui-même militant de ETA au su de la police française, avait un rendez-vous avec des militants de l'organisation armée pour leur remettre de l'argent et qu'il n'était jamais arrivé ; il accusait les forces de police espagnoles de l'avoir enlevé et torturé à mort. Un article, paru le 2 octobre dans le quotidien abertzale Gara, citait des sources jugées fiables qui affirmaient que Jon Anza avait été « intercepté » dans le train par des agents espagnols. Le livre récent d'un journaliste français, Jacques Massey, reprend cette thèse en invoquant la participation des services secrets espagnols.

Pendant près d'une année, le dossier est resté confiné dans le bureau de la procureure de Bayonne qui lançait une demande d'enquête à l'Audience Nationale de Madrid le 8 février 2010 ; et rien ne progressait en France. De plus, c'est un silence assourdissant de la plupart des acteurs politiques et sociaux français, espagnols et basques, qui pesait et pèse toujours aujourd'hui sur cette affaire de la part de tous les démocrates bon teint et de la plupart des médias qui cautionnent ainsi l'activité des tortionnaires et de ceux qui leur offrent protection, moyens et impunité.



Banderole à l'Arc de Triomphe, le 16 avril, veille de la manifestation à Saint Jean de Luz, des militants basques ont escaladé l'Arc de Triomphe à Paris pour y déployer une banderole « Qu'avez-vous fait de Jon Anza ? ».
Les policiers, malgré les avertissements des militants et des pompiers, ont brutalement libéré la corde qui faisait contrepoids, entraînant ainsi sciemment le décrochage d'un militant qui a fait une chute de près de 20 mètres, heureusement amortie par un échafaudage. La version des flics pour expliquer cette chute : le vent...
Le mensonge est décidément une institution de l'Etat de même que la mise en jeu de la vie des militants.

...à la réapparition de sa dépouille, la loi du silence d'Etat et des médias

Le 12 mars 2010, le corps de Jon Anza est réapparu, après un an de mobilisations, de manifestations, de démarches et de recherches engagées par ses proches et des militants.

Mais la réapparition du corps de Jon laisse une somme vertigineuse de questions, tant il y a d'éléments inexplicables et incohérents dans cette affaire scandaleuse : l'absence totale d'informations sur les 12 jours pendant lesquels Jon a totalement disparu avant d'être trouvé mourant dans un square - sans papiers (son passeport avait été oublié par le service des objets trouvés de la mairie de Toulouse, alors qu'il y avait été déposé depuis le 4 mai 2009), sans argent, sans son téléphone portable, mais avec un billet de train aller-retour Bayonne-Toulouse -, et d'être amené à l'hôpital Purpan (29 avril) où il est décédé sans sortir du coma (le 11 mai) ; le signalement par cet hôpital de Toulouse aux autorités françaises de la présence d'un corps non identifié sur les lieux mêmes où est censée être menée une enquête, signalement renouvelé à trois reprises (le 30 avril, les 4 et 7 mai) et laissé sans suite ; des questions posées dès le 15 mai par la procureure de Bayonne aux hôpitaux et aux morgues et obtenant des réponses négatives ; une autopsie sans fiabilité, car faite le 15 mars sur un corps très dégradé après un an de

séjour dans un caisson réfrigéré à 4°, et laissant croire à une mort naturelle …
Le dossier de l'enquête est passé entre les mains d'un juge d'instruction à Toulouse.
Va évidemment être poursuivi le travail déjà engagé pour tenter de briser un silence bien orchestré et pour arriver à la vérité afin qu'apparaissent les véritables responsables de cet enlèvement et de ce crime politiques.
Plusieurs mobilisations ont eu lieu dans de nombreuses villes, grandes et petites, pour dénoncer les mensonges et les violences des autorités françaises et espagnoles. Une manifestation réunissant 5000 personnes s'est déroulée le 17 avril, à Saint Jean de Luz, ville de Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur au moment de la disparition de Jon et ministre de la Justice au moment où éclate le scandale de la découverte du corps ; elle avait osé l'an dernier appuyer la thèse grotesque de son homologue espagnol Rubalcaba affirmant que Jon Anza s'était sauvé avec l'argent qu'il transportait...
Quant à Rubalcaba lui-même, déjà appelé à des fonctions gouvernementales à l'époque des crimes du GAL (Groupes anti-terroristes de Libération), il menace aujourd'hui de porter plainte contre tous ceux qui désignent les services secrets espagnols dans l'affaire Jon Anza.
De plus, par ordre du juge de L'Audience nationale, 11 personnes ont été arrêtées au Pays Basque (Sud et Nord) le 14 avril, maintenues au secret et déférées devant le juge avec des avocats commis d'office. Parmi les interpellés et les emprisonnés, trois avocats en charge de l'affaire Anza depuis l'identification de son corps, sous motif que « les avocats des membres présumés d'ETA sont également membres présumés d'ETA ».... .

Pays Basque, le 20 avril 2010

Note : Informations fournies par le Collectif anti-répression Askatasuna et par l'hebdomadaire abertzale Ekaitza

Pays Basque en bref

Egunkaria : au nom de l'antiterrorisme

Le juge de l'audience nationale espagnole Grande-Marlaska, celui-là même qui a ordonné les arrestations des avocats du collectif Jon Anza, a été déjugé par ses pairs dans le cas du procès de l'ex-quotidien en langue basque Egunkaria.
En 2003, juge d'instruction, Garde civile et associations antiterroristes avaient obtenu la fermeture de ce journal, créé en 1990, vendu à 15000 exemplaires. Les dirigeants et journalistes d'Egunkaria avaient été arrêtés, torturés, emprisonnés. Il aura fallu attendre sept ans pour qu'ils soient jugés. Ils risquaient de 12 à 14 ans de prison. Les voilà relaxés depuis le 12 avril par un jugement de l'Audience nationale qui montre ce que chacun savait parfaitement, qu'il n'y eut jamais de « mainmise de ETA » sur ce journal et que l'accusation reposait un dossier « inconsistant ». Le verdict tourne au procès des accusateurs, comme le montre cet extrait de la sentence : « La vision étroite et fausse selon laquelle tout ce qui a à voir avec la langue et la culture basques est instrumentalisé par l'ETA conduit, dans le processus pénal, à une évaluation erronée des données et des faits, ainsi qu'à l'inconsistance de l'accusation ».
Si ce verdict n'est que justice, il n'en reste pas moins que cette affaire est un énorme scandale (tout comme pour Egin, autre journal basque interdit en 1998) et que cette relaxe n'est qu'un arrêt provisoire de la roue de l'injustice. En effet l'Etat espagnol ne fera pas pour autant un bilan de sa politique antiterroriste qui vise à isoler ETA du reste de la société par l'intimidation et la criminalisation de tous les indépendantistes. Tortures, emprisonnements, illégalisations, sentences iniques continuent à se faire selon le même schéma, abertzale (indépendantiste) = terroriste : des militant-es croupissent depuis plusieurs années en prison sur de telles accusations et c'est le même type d'enquêtes qui en conduira d'autres (membres de Batasuna, de Segi, de structures pour l'Amnistie et pour la solidarité avec les prisonniers...) devant les tribunaux et derrière les barreaux.

SEGI, Mouvement de jeunesse révolutionnaire basque

En février 2010, le mouvement Segi a envoyé à l'OCL, ainsi qu'à divers groupes et organisations de jeunesse révolutionnaires, un dossier où il se présente, afin d'établir un premier contact et d'envisager des échanges «avec tous ceux qui luttent au jour le jour contre l'Etat français».
Nous relayons cette démarche d'ouverture, en reprenant des éléments de ce dossier.
L'analyse du contexte politique et social au Pays Basque, en particulier dans ses provinces du nord, met en évidence l'oppression du peuple basque (perte de sa langue, marchandisation de son territoire et de sa culture), la non reconnaissance de ses droits élémentaires (en particulier celui de l'autodétermination) et sa soumission par le système capitaliste. Le texte souligne la dynamique des luttes en faveur de la langue et de la culture, contre la spéculation, contre la touristification, pour l'accès au logement, contre la répression, pour la reconnaissance du Pays Basque etc. , dynamique que l'Etat ne parvient pas à désamorcer malgré une répression féroce, de nombreuses interpellations et plusieurs emprisonnements.
Segi se présente ensuite comme un mouvement de jeunesse révolutionnaire qui milite des deux côtés des Pyrénées et dont le projet politique et social



est «indépendance et socialisme». Il lutte pour une résolution du conflit politique à travers la chute du système capitaliste. Segi (= «Poursuivre») a succédé au mouvement Haika, illégalisé en 2001 au Pays basque sud. Segi a lui aussi été illégalisé en 2002 dans l'Etat espagnol et jugé comme «un groupe terroriste» par le Tribunal suprême espagnol et par l'Union européenne. Malgré l'illégalisation, les jeunes indépendantistes continuent à militer et ils subissent arrestations, tortures et incarcérations. Au Pays basque nord, Segi est pour le moment légal, mais 4 de ses militants sont actuellement emprisonnés depuis juin 2009, accusés d'actions contre des agences immobilières. Segi dit agir sur deux axes : dénoncer et détruire les valeurs imposées par l'Etat français et le système capitaliste, promouvoir et construire un autre modèle de société. Bénéficiant d'une base sociale importante dans la jeunesse, il se veut un outil pour les luttes et encourage toutes les initiatives et actions qui entrent dans une logique de contestation radicale et d'alternative au système capitaliste.

Pour en savoir plus
http://fpl.forumactif.com/euskal-foruma-f4/
http://cspb.unblog.fr/
http://www.lejpb.com/
segigazte@gmail.com

Russie

le mouvement ouvrier et syndical : morcellement et consolidation

Fin 2009, l'Institut d'action collective de Moscou a publié sur son site (www.ikd.ru) un texte de Carine Cément (1) qui fait un bilan des mobilisations ouvrières au cours de l'année écoulée.
Ce texte recense, région par région, différentes actions menées dans et hors des entreprises, mais aussi analyse des questions et des difficultés auxquelles est confronté le mouvement syndical dans cette période de crise. L'objectif est de permettre aux différents collectifs et organisations qui se battent à l'échelon local d'avoir une vision plus globale des résistances et des espaces partagés existants ou à construire ; et de réaffirmer les urgences de l'heure face à la crise et aux offensives patronales et étatiques.
Nous jugeons intéressant de reproduire des extraits de ce document ; tout en nous informant de l'état des forces sociales et syndicales en Russie, il nous amène à réfléchir sur les résistances, les faiblesses et les perspectives des combats sociaux d'ici.
Voici le site permettant d'accéder au document complet : http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article16774

Ralentissement de la dynamique du mouvement syndical et ouvrier

Au début de 2009, les travailleurs ont accueilli la crise de manière assez passive, même si en mai – juillet il y a eu une forte poussée d'activité, en premier lieu sous la forme, nouvelle, d'une explosion des actions de rues et d'autres formes de protestation peu contrôlées et non prévues par la législation sur la résolution des conflits de travail. Par la suite, on note une croissance lente mais persistante du nombre des conflits de travail avec l'organisation de meetings, de grèves du zèle, et des grèves de la faim.
Par comparaison avec 2007, les travailleurs recourent moins à l'arrêt de travail : la crise en fait une arme à haut risque et la législation du travail rend désormais une grève quasiment impossible dans le cadre de la loi.
Toutes les régions sont plus ou moins touchées. La situation la plus tendue se trouve dans les villes mono-industrielles où, aux côtés des travailleurs, on retrouve les habitants de la ville. Les secteurs les plus touchés sont la construction automobile, les usines d'armement, l'agriculture, la métallurgie, les mines ; mais l'augmentation des conflits concerne quasiment tous les secteurs.

Les principales revendications des travailleurs portent sur le versement des salaires et le sauvetage de l'entreprise ; il s'agit donc essentiellement de luttes défensives. Mais face à une pression extrêmement forte des patrons et à une accentuation de l'exploitation, même les actions défensives ont une allure de contre-offensive. C'est que le problème ne réside pas seulement dans la crise. Souvent l'entreprise est rentable et fait des bénéfices, ce qui n'empêche pas la direction d'utiliser le prétexte de la crise pour faire des économies sur le dos des travailleurs. Et tout est fait pour dissimuler au public, aux salariés et aux syndicalistes la situation financière réelle.

Sous couvert de la crise, les patrons ont lancé une offensive d'ampleur contre les travailleurs qui commencent à s'organiser. A partir de 2007, on a observé chez ces derniers une élévation de la conscience, une plus grande autonomie et une réelle capacité à s'organiser. Face à cela, les patrons font tout pour écraser les foyers de résistance et les manifestations d'auto-organisation. La guerre vise en premier lieu les syndicats véritablement indépendants. Ces actions patronales agressives se sont encore renforcées avec l'accroissement de la concurrence ainsi qu'avec la politique du pouvoir qui apporte une aide généreuse aux oligarques de façon à ce qu'ils traversent la crise sans pertes importantes, et ceci sur le dos des contribuables et des travailleurs salariés.

Une offensive d'ampleur contre les travailleurs

Les dirigeants d'entreprises tant privées que d'Etat se livrent à des violations systématiques du droit du travail.

La première est le non paiement des salaires. Comme ce qui s'était passé dans les années 90, les travailleurs sont transformés en esclaves forcés à travailler pour rien. De plus, et cela de façon unilatérale, donc en contradiction avec le Code du travail, les patrons diminuent les salaires sans aucune justification, suppriment les primes, réduisent le temps de travail avec une diminution forte des salaires. Ceci alors que les prix des biens courants et des services augmentent.

Par ailleurs, ont commencé des licenciements à grande échelle, généralement en violation de la loi, accompagnés de menaces à l'encontre des travailleurs que l'on force à « démissionner » de leur poste de travail. Parfois les licenciements sont dissimulés sous la forme d'une mutation ou d'une affectation dans une entreprise créée…pour une journée. Les licenciements signifient une aggravation des charges de travail pour les travailleurs restants, qui, de plus, voient leur salaire réduit. Les inspecteurs du travail ont relevé une augmentation du stress et des horaires de travail, entraînant des suicides et la multiplication des accidents, parfois mortels ; d'autant que les patrons n'hésitent pas à faire des économies en matière de sécurité, tout en menaçant du chômage ceux qui protestent.

On assiste par ailleurs à la multiplication des formes d'emploi non standard et sans garantie de durée.

Les chiffres officiels du chômage (fin 2009, 6,3 millions de personnes, soit 8,1% de la population active) ne sont pas fiables : rares sont ceux qui sont prêts à faire des heures de queue pour une allocation misérable, d'un montant de 25 à 120 euros. Très nombreux en revanche sont les chômeurs « cachés », qui sont considérés comme travaillant encore mais qui ne touchent pas de salaire ou qui, pour cause de lock-out, ne touchent que les 2/3 de leur salaire.

En bref, les travailleurs soit sont jetés à la rue quasiment sans moyens de subsistance, soit sont pressurés comme des citrons, for-

(1) Carine Clément, sociologue, est directrice de l'Institut d'action collective. Créé en 2004, IKD est devenu aujourd'hui un maillon important de la chaîne des mobilisations sociales : site d'information et d'expertise au quotidien sur les mouvements sociaux et syndicaux, il contribue à la coordination d'importants réseaux régionaux, à commencer par le SKS (Union des comités de coordination, existant depuis l'hiver 2005 présent dans plus de trente régions, regroupant différents mouvements et associations à l'échelle d'une ville ou d'une région) et dans les initiatives convergentes menées à l'échelle de la Russie.



cés de travailler plus pour gagner moins.

Dans une telle situation, la majorité des travailleurs s'en tiennent à des manifestations passives de protestation ou, pire,

préfèrent se soumettre et endurer la situation. Certains recourent à des formes individuelles d'adaptation, cherchant à négocier auprès de la direction quelques avantages à leur seul profit. D'autres arrivent à trouver un emploi complémentaire ou se serrent la ceinture dans l'attente de temps meilleurs. Mais avec l'aggravation de la crise, ces possibilités se sont considérablement réduites et un nombre croissant de gens désespérés se lancent dans des initiatives de masse spontanées, échappant à tout contrôle.

Mais le plus important est la multiplication des nouveaux syndicats. De plus en plus de travailleurs essaient de résister collectivement et de façon organisée. Ces nouveaux syndicats se développent dans des secteurs où jusqu'ici ils étaient absents : médias, agro-alimentaire, commerce etc. Et, sous la pression du mécontentement de la base, nombre de syndicats traditionnels sont forcés de prendre des positions plus combatives.

Employeurs et pouvoir : écraser et diviser les syndicats

Les capitalistes russes n'ont jamais considéré les syndicats comme un phénomène normal et ont toujours tout fait pour les éliminer ou pour les neutraliser, en recourant à la corruption ou en les intégrant dans l'appareil administratif de l'entreprise. Aujourd'hui, confrontés à l'apparition de nouveaux syndicats combatifs ainsi qu'à une réactivation de certains syndicats (parmi ceux affiliés à la FNPR) jusqu'ici passifs et loyaux, les directeurs et les propriétaires des entreprises lancent une offensive redoublée contre eux (persécutions, mesures répressives et discriminatoires) (2). Avec, globalement, le soutien actif du pouvoir et des autorités à différents échelons.

Les formes de répression contre les syndicats sont très variées.

Les dirigeants syndicaux sont convoqués par des instances policières pour des «entretiens» ; on cherche à les inculper pour avoir organisé une action de protestation non autorisée ou sur la base d'une infraction fabriquée de toutes pièces. Autre moyen, accessible depuis fin 2009 à tous les employeurs : a été déclaré anticonstitutionnel l'article du Code du Travail qui interdisait le licenciement des délégués syndicaux non permanents sans l'accord des instances dirigeantes du syndicat, ce qui supprime ainsi la seule protection légale des militants syndicaux en lutte contre l'arbitraire patronal. Cet article était utilisé en priorité par les militants des syndicats indépendants qui ont peu de permanents et dont le combat déplaisait fortement à la direction. Parfois, le syndicat se voit retirer sans la moindre raison son local ; ou bien encore le laissez-passer qui permet aux militants syndicaux de circuler librement dans les ateliers. Dans certaines entreprises, des tracts sont diffusés visant à discréditer les militants syndicaux. Parfois, l'administration fait appel à la milice ou aux forces spéciales pour empêcher une action de protestation ou de sensibilisation ou tout simplement une assemblée syndicale. Autre invention dans l'arsenal antisyndical : la saisie des biens personnels suite à une grève, pour rembourser les pertes causées par l'arrêt de travail.

Les agressions contre les dirigeants syndicaux, en priorité des syndicats alternatifs, se sont multipliées. Toutefois, en comparaison avec la vague massive d'agressions fin 2008, on observe une certaine accalmie, probablement liée à la campagne massive de protestations (y compris en provenance de l'étranger) mais aussi à un changement de tactique

de la part des patrons et du gouvernement qui tentent des manœuvres bureaucratiques au sommet visant à neutraliser les syndicats combatifs et à les placer sous contrôle.

Le pouvoir mène un jeu cynique : d'un côté il encourage tacitement les patrons à lancer des poursuites et autres mesures discriminatoires, de l'autre il signe des accords vides de contenu avec les syndicats traditionnellement loyaux à son égard ; à la fois développer des pseudo syndicats et lutter contre les syndicats «extrémistes».

Toutefois, il semble que soit privilégiée la tactique «diviser pour régner» : créer un syndicat jaune pour l'opposer à un syndicat alternatif trop gênant ; mais aussi acheter certains dirigeants en leur promettant l'attention du pouvoir ; ou encore provoquer une scission, dresser les syndicats les uns contre les autres ou semer la zizanie entre les consommateurs et les syndicats.

Face à ces manœuvres en tous genres, la réaction des syndicats est avant tout de défendre leur indépendance et leur cohésion. Certes, certains dirigeants se sont laissés corrompre, d'autres (très peu) ont pris peur, mais la majorité d'entre eux ont choisi d'unir

Petit lexique des organisations syndicales en Russie.

La Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR), héritière directe des syndicats de la période soviétique, cherche à se poser en partenaire privilégié des autorités gouvernementales, régionales, patronales, tant à l'échelon central qu'à celui de l'entreprise.
Les Syndicats alternatifs sont apparus suite à la grande grève des mineurs de 1989, en rupture avec la pratique des anciens syndicats. Les principales organisations sont Sotsprof, la Confédération du travail de Russie (KTR), la Confédération panrusse du travail (VKT) et la Fédération Zachita truda ("Défense du travail ") qui défend un syndicalisme de combat et une opposition intransigeante à la politique du pouvoir en place.

(2) C'est le directeur général du trust OAO Kontsern Kalin (région de Sverlovsk) qui a brandi l'étendard de cette campagne antisyndicale. Le 5 octobre 2009, dans une interview à un journal en ligne, il déclarait : «Depuis plusieurs années, les syndicats, tels des cafards et des punaises s'efforcent de s'infiltrer dans les entreprises par toutes sortes de moyens, et cela me contrarie. Pour moi les syndicats sont comme des sectes. Si, dans une compagnie, apparaissaient des pédophiles buveurs de sang, adeptes de Satan, qu'ils s'y renforçaient et commençaient à attirer dans leurs filets gluants les membres du collectif, on comprendrait mieux pourquoi je cogne sur eux. Pour moi, les militants syndicalistes c'est du pareil au même : des manipulateurs qui poursuivent leurs objectifs matériels et politiques au détriment de l'entreprise…»

leurs efforts et de développer la solidarité. Ainsi des syndicats de différentes branches, régions ou unions ont signé des accords d'aide mutuelle et les syndicats indépendants ont lancé une dynamique unitaire en vue d'un processus de fusion entre la Confédération panrusse du travail (VKT) et la Confédération du travail de Russie (KTR).

Quant au pouvoir, d'un côté il aide les entrepreneurs à neutraliser les syndicats, de l'autre il favorise les économies de main d'œuvre, et il se garde bien de toucher aux bonus, bénéfices et autres dividendes des actionnaires et des directeurs. De l'argent est dégagé du budget fédéral pour soutenir les grosses entreprises, par contre des coupes claires sont pratiquées dans les dépenses sociales et concernant l'indexation des salaires. Par cette politique, le pouvoir envoie un message clair au patronat : faire des économies sur le dos des travailleurs. Et pour cela, il est envisagé de ne pas respecter la législation du travail : en avril 2009, un document a été signé par le gouvernement, le patronat et la FNPR, qui affirme la possibilité «d'une suspension temporaire de certains articles des conventions collectives».

On peut penser que si le pouvoir continue à faire porter aux travailleurs tout le poids de la crise, et cela pour l'unique profit des milieux d'affaires, il finira tôt ou tard par recevoir une réponse forte.

Les résistances spontanées

En 2009, ce sont les blocages des routes (18 cas) et les rassemblements hors des entreprises (88 actions de rue, surtout des meetings de masse devant les bâtiments des pouvoirs publics) qui ont été les principales formes de résistance.

C'est parce que les démarches et les actions entrant dans le cadre de la législation du travail n'ont aucun effet que les travailleurs sortent des limites de l'entreprise. En faisant cela, ils n'agissent plus dans le cadre de la loi.

Le plus souvent, et dans les cas où le syndicat y participe, les actions dans la rue sont utilisées comme un moyen supplémentaire de pression et sont associées à d'autres formes d'action. Leur objectif : s'adresser à l'opinion publique et au pouvoir politique, afin de casser le face à face avec le patron. La plupart de ces actions ont eu lieu dans des villes mono-industrielles ou dans des cités ouvrières. Elles ont réuni beaucoup de monde, car le destin de la ville entière dépend du sauvetage de l'unique usine qui y est implantée.

En général, les autorités locales feignent de prendre des mesures. Mais souvent il faut l'intervention du pouvoir fédéral pour que les propriétaires et les pouvoirs locaux bougent réellement. Le barrage des routes à grande circulation (ou la menace d'un tel barrage), accompagné d'autres actions collectives, est devenu l'instrument le plus efficace. En effet, les pouvoirs publics à l'échelon régional et fédéral sont amenés alors à intervenir et à prendre à leur charge, au moins en partie, les dettes des propriétaires qui ont conduit leurs entreprises à la faillite. Les travailleurs s'adressent de plus en plus souvent à l'Etat pour exiger la nationalisation de l'entreprise ou, en tous cas, pour lui demander de «mettre de l'ordre» dans la situation et de poursuivre le propriétaire «déficient». On pourrait alors parler d'une certaine politisation des conflits sociaux, mais avec des limites : le terme « nationalisation » désigne une aide de l'Etat sous une forme ou sous une autre, et non un véritable changement de politique économique.

Par ailleurs, l'Etat est de moins en moins prêt à jouer ce rôle de substitution. Fin 2009, le gouvernement a déposé devant la Douma un projet de loi prévoyant des sanctions très sévères contre ceux qui se rendraient coupables «d'ingérence illégale dans le fonctionnement des transports». Le message est clair : non, il n'y a pas d'argent ; non, il n'y aucune possibilité d'obtenir justice dans les limites de l'entreprise, mais ne vous risquez pas à descendre dans la rue ni à bloquer les routes !



Le maintien du potentiel de grève

En 2009, on a dénombré 70 cas de grève, les deux tiers pouvant être caractérisées comme des «grèves de crise».

Comme en 2008, ces «grèves de crise» sont des arrêts de travail déclenchés par le non paiement des salaires. Jusqu'en mai 2009, les travailleurs, à l'initiative de leur syndicat ou d'un comité spécifique, ont utilisé leur droit de refus individuel de travailler, une des rares formes de grève prévue par le Code du travail. Les actions consistent en un ensemble de refus individuels organisés collectivement. Mais ce mode d'action perd de son efficacité dans les périodes où les travailleurs redoutent avant tout l'arrêt de la production et la perte de leur emploi. Néanmoins, dans la majorité des cas, cette forme de grève a abouti au paiement, au moins en partie, des salaires.

Malgré la crise et un certain recul global des syndicats, il y a eu aussi des grèves offensives, des arrêts collectifs du travail où les ouvriers se mobilisent non seulement contre une détérioration de leur situation mais pour une amélioration de leurs conditions de travail et pour défendre des revendications face à un patron qui ne veut rien entendre. Ces actions peuvent être spontanées (elles prennent alors fin rapidement, car la direction a beau jeu d'intimider les travailleurs en les menaçant de porter plainte pour grève illégale) ou prendre la forme d'un arrêt de travail collectif organisé par le syndicat. Dans certains cas, avec le soutien du syndicat, la méthode de lutte retenue a été la baisse du rythme de travail et le respect strict des consignes («grève à l'italienne» ou grève du zèle). Un mode fréquemment utilisé, et relativement efficace, est la simple menace de se mettre en grève, lorsque le degré de mobilisation la rend crédible.

Avec l'aide de leur syndicat et en s'appuyant sur la législation en matière d'hygiène et de sécurité, les travailleurs ont trouvé d'autres moyens légaux de lutte : par exemple, une grève dans l'usine Volkswagen de Kalouga pour chaleur insupportable dans l'atelier ; une autre, dans une usine automobile de Saint Pétersbourg, à cause de matériel défaillant.

Il arrive que les syndicats agissent de façon préventive. Ce fut le cas fin 2009, lors d'une campagne lancée par plusieurs syndicats contre le travail intérimaire, qui prive les travailleurs des garanties encore existantes ; des piquets ont été organisés dans différentes villes avec les mêmes revendications : arrêt du recours à l'externalisation et aux autres formes non standard d'emploi.

Depuis le printemps 2009, les cas de grève de la faim se sont multipliés (au moins 20) pour obtenir le paiement des salaires. Les travailleurs recourent à ce type d'action quand seule une petite partie du collectif est prête à se mobiliser ou lorsque survient la faillite de l'entreprise. Mais les grèves de la faim, outre leurs dangers pour la santé, sont bien peu efficaces pour faire pression sur le patron, à moins qu'elles ne soient accompagnées par des actions de masse plus actives et qu'elles aient une résonance importante dans les médias et dans l'opinion..

Quelques remarques pour tirer les leçons de l'année

On l'a vu, les conflits ne restent pas confinés dans les limites de l'entreprise. Toujours plus nombreuses ont été les actions spontanées menées dans la rue, montrant que les conflits ne peuvent trouver de solution au sein de l'entreprise. De plus, les travailleurs ont élargi l'arsenal des formes d'action, expérimentant celles susceptibles d'avoir une certaine efficacité. La majorité de ces actions sont hors du champ prévu par la législation du travail ; non pas parce que les travailleurs seraient tentés de ne pas respecter la loi mais parce que la législation existante ne permet pas une solution effective des conflits du travail.

Les conflits éclatent de manière spontanée et désordonnée et ne se fondent pas dans un mouvement de masse capable de durer, seul à même de peser sur la manière de sortir de la crise : sur le dos des



travailleurs ou celui des patrons ? Les initiatives du pouvoir et des grands capitalistes vont dans le sens d'une sortie de crise sur le dos des travailleurs et nullement dans le sens d'une réduction des bénéfices, des dividendes et des bonus accumulés durant la période précédente. De plus, l'Etat prend en charge les dettes des patrons qui refusent d'en assumer la responsabilité face aux travailleurs : ce sont les contribuables, donc une fois encore les travailleurs, qui paient.

L'absence de mouvement d'ensemble tient à ce que les conflits sont très localisés, à l'absence de structure apte à les coordonner et de liens horizontaux entre les collectifs en lutte ; carences que s'efforcent d'entretenir le pouvoir et les patrons avec leur politique de répression et de division du mouvement syndical.

Enfin, ce morcellement des luttes vient aussi de ce que les conflits les plus durs ont lieu en dehors des syndicats alternatifs et de leurs réseaux. Ceux-ci connaissent de grosses difficultés dans les entreprises où ils sont victimes de pressions très dures de la part des autorités et des employeurs. Cela les conduit à se consacrer à l'organisation de la lutte là où ils sont implantés et à y renforcer leurs structures organisationnelles. Quant à la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR), sa direction n'est en aucune façon intéressée à participer à une coordination et à une consolidation d'un mouvement d'ensemble en faveur des travailleurs.

Néanmoins, l'apparition de nouveaux acteurs dans la vague d'actions spontanées et l'activation de certaines organisations locales de la FNPR (certains syndicats affiliés à la FNPR commencent à mener des batailles au sein de leurs branches et à affirmer leur indépendance) constituent une tendance positive .

Les perspectives d'un mouvement unitaire : vers une solidarité croissante entre les syndicats et dans les luttes

La tendance vers une consolidation se poursuit, malgré un certain ralentissement. Les syndicats combatifs coopèrent de plus en plus, entre eux mais aussi avec d'autres mouvements sociaux et avec les militants politiques.

La mise en place d'une forme de coordination est cruciale pour surmonter à la fois le morcellement et le localisme des mouvements sociaux. A l'heure actuelle, si on a assiste à certains pas dans cette direction, ils restent encore isolés. Les structures de coordination n'en sont aujourd'hui qu'à l'état embryonnaire.

Les syndicats et les mouvements sociaux ont un rôle décisif à jouer pour apporter une réponse positive à la question : le mouvement spontané de protestation peut-il se fondre dans un mouvement organisé capable d'obtenir du gouvernement des mesures concrètes pour la défense des droits des travailleurs ?

Les travailleurs d'aujourd'hui sont différents de ceux des années 90, ils n'accepteront pas indéfiniment que l'on se moque d'eux. Cette nouvelle génération, très consciente de sa dignité et porteuse d'autres exigences, témoigne de capacités de plus en plus grandes à l'auto-organisation et à l'autodéfense. Elle n'est plus prête à se serrer la ceinture pour rien, et son idéal n'est pas de rejoindre les rangs de ceux qui ne jurent que par leur bagnole ou leur villa.

Le choix est simple : soit le développement d'un mouvement ouvrier organisé, soit la «misère sans fond du désespoir».

Extraits du document rédigé par Carine Clément, Directrice de l'Institut d'action collective de Moscou

Courrier du Web

Salut!
Nous sommes l'équipe qui publie Libération Irlande http://liberatio-irlande.antifa.fr

voici notre présentation :

Nous sommes un groupe dédié à la solidarité avec les révolutionnaires de toute l'Irlande, nous sommes liés au réseau de l'Action Antifasciste de France. Notre but est de faire connaître aux francophones la situation de l'Irlande divisée et en partie occupée par l'impérialisme anglais, et nous soutenons par principe les initiatives du mouvement de libération national en Irlande.

Le conflit historique en Irlande a un contenu social et démocratique : notre camp est celui du peuple qui lutte pour se débarrasser des oppresseurs et de leurs valets, afin de vivre entre égaux, libres et en paix. Il ne s'agit ni d'une guerre de religion, ni d'une guerre de races.

Nous voyons que la lutte continue, que la révolution poursuit sa route au milieu des vicissitudes et creuse comme une taupe, vers la lumière. Libération Irlande se veut un modeste relais et écho de ce combat historique pour l'indépendance et le socialisme dans toute l'Irlande des 32 comtés.

Notre solidarité va aux républicains authentiques, ainsi qu'aux groupes antifascistes, communistes, anarchistes, écologistes. Nous mettrons en avant les réalités historiques, sociales et culturelles de l'Irlande du sud (26 comtés) comme du nord occupé (6 comtés), qui forment le sous-sol de la lutte. Nous voulons aussi faire connaître aux francophones la vie et l'oeuvre des révolutionnaires marquants de l'Irlande, de James Connolly à Bobby Sands, de Dan Keating à Patsy O'Hara et Bernadette Devlin McAliskey.

Nous sommes un groupe nouveau, nous n'avons aucun lien avec les structures antérieures comme Solidarité Irlande, qui ont sombré avec la capitulation du Sinn Fein de Gerry Adams. Nous appartenons à une époque différente.

Nous sommes contre la social-démocratie, contre l'impérialisme, pour l'amitié entre les peuples et pour le communisme.

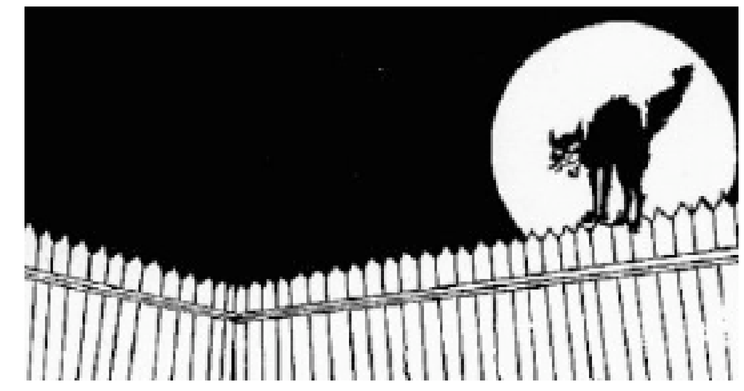
Notre ambition est d'apporter notre contribution à un mouvement de soutien à la révolution en Irlande et d'impulser des initiatives pratiques de solidarité dans cette direction.

*Nous connaissons l'OCL par Courant Alternatif, depuis un bon bout de temps. Nous savons que vous êtes internationalistes et pas défavorables à la cause que nous défendons *, et nous apprécions d'une manière générale ce que vous faites.*

Voilà, nous voulions juste nous présenter et vous adresser nos meilleures pensées, dans l'espoir peut-être de se rencontrer bientôt.

Salutations révolutionnaires,
Libération Irlande.

* Voir les positions de l'OCL sur les luttes de libérationn nationales sur : http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article617



Et tant pis pour les gens fatigués - Entretiens

de Jacques Rancière,

éditions Amsterdam 2009, 23 euros.

Cette série d'entretiens s'échelonnant entre 1976 et 2009 est un riche panorama de la pensée du philosophe, même si la forme du livre conduit inévitablement à des redites. Comme il s'agit de sujets ardus, abordés d'une façon tout à fait singulière et parfois dans un style très dense, à la limite de l'abscons, le lecteur ne peut s'en plaindre.

En ces temps de régression, le titre annonciateur d'une réflexion exigeante sur toute sortes de sujets, de l'art à la démocratie, est une stimulation : l'effort est pour tous à poursuivre quelle que soit la tentation du découragement.

La mort récente d'un autre penseur d'importance, Daniel Bensaïd, préparant avec Rancière et d'autres un colloque sur la Puissance du Communisme, au-delà de la peine et de la perte éprouvées, nous le rappelle aussi avec force.

On peut reprocher à certains interviewers une complaisance à prouver qu'ils connaissent bien la pensée et l'oeuvre de leur invité et à interposer entre leurs questions et ses réponses d'interminables pans de leur propre savoir ; laïus souvent indigestes, qui nous impatientent et que Rancière est obligé de recadrer, parfois de laisser carrément de côté, comme hors de la plaque.

Il rappelle constamment l'importance pour lui de la découverte des créations ouvrières du 19e siècle (qui inspire *La Nuit des Prolétaires*, œuvre majeure) et qui vont lui permettre de dépasser sa vision du marxisme, parente de celle d'Althusser, dans les années 70.

Les ouvriers des années 1840 1850 n'avaient pas besoin, dit-il, qu'on leur explique l'exploitation ; ils la vivaient de l'intérieur, en connaissaient les mécanismes ; ils voulaient transgresser les frontières qu'on leur avait assignées : par exemple écrire des poèmes, être des bras le jour et un imaginaire la nuit. L'intermédiaire entre les deux étant ce regard que, tout en découpant ses planches, le menuisier Gauny jetait sur la rue.

Cette fréquentation des productions prolétaires va l'amener à mettre les théories politiques en question, à repenser les idées-forces, à critiquer toute forme de consensus comme attribution, au service de l'ordre dominant, d'une place bien définie à chacun(e), à chaque idée, à chaque chose, y compris dans le domaine intellectuel. L'émancipation fondée sur la conviction de l'égalité est la remise en question de cet ordre.

L'égalité au cœur de l'émancipation

Aux forces politiques prétendument révolutionnaires il reproche de vouloir promouvoir une égalité… qui est déjà là, qui doit être le départ de la pensée et de l'action, et non son projet.

Cette égalité originelle est ce qui fonde la politique, comme affrontement de la « police » « *entendue pas seulement au sens de la répression, du contrôle social, mais de l'activité qui organise le rassemblement des êtres humains en communauté et qui ordonne la société en termes de fonctions, de places et de titres à occuper* » ("La politique n'est-elle que de la police", p 114), comme affrontement du gouvernement par le démos, « *les gens de rien qui n'ont pas à être comptés, et qui ont la prétention d'être tout de même de la collectivité* » (*Le Maître Ignorant*, p 121).

Le Maître Ignorant est un autre chaînon majeur de cette recherche. Le pédagogue Jacotot révèle que l'élève peut apprendre et savoir ce que le maître ne sait pas !

Dans cette explosion de l'égalité fondamentale, la parole, et sa forme écrite, la littérature, jouent un rôle décisif. Ce qui rappelle la pensée du psychanalyste Gérard Pommier (*Comment la psychanalyse confirme les neurosciences*).

« *La révolution à l'âge moderne est le nom générique de l'événement de parole. J'appelle événement de parole la saisie des corps parlants par des mots qui les arrachent à leur place, qui viennent bouleverser l'ordre même qui mettait les corps à leur place en instituant la concordance des mots avec les états des corps. L'événement de parole c'est la logique du trait égalitaire, de l'égalité en dernière instance des êtres parlants qui vient disjoindre l'ordre des nominations par lequel chacun était assigné à sa place, ou en termes platoniciens, à sa propre affaire.* » ("Politique de l'écriture", p 66).

C'est cette parole libérée, décalée par rapport au rôle social, que recherchent et inventent les ouvriers de *La Nuit des Prolétaires*, et qui nous convie à ce décloisonnement incessant, seul réellement révolutionnaire.

Ce décalage, Rancière l'éprouve et le travaille dans la facture de *La Nuit des Prolétaires* qui, d'étude historique d'archives qu'elle aurait dû être, apparaît comme… une suite littéraire, quasi-romanesque, d'histoires.

Dans le domaine des œuvres, c'est en effet la littérature qui devient cette parole des muets et des oubliés.

Contre la muséification se constitue, pour Rancière le flux romanesque, notamment au 19e siècle avec Balzac, Hugo, Zola, qui fait ressurgir les catégories populaires laissées dans l'ombre par l'Histoire ; et cette résurrection littéraire annonce les révolutions futures. Partout et toujours il s'agit de briser les frontières.

On reconnaît là l'esprit de Mai 68, proche de celui des années 1830-1840, qui marque définitivement le philosophe, et qu'il défend contre ses détracteurs, démontant l'idée répandue qu'en politique, sentiment n'est pas raison : « *la sensibilité à un phénomène est toujours liée à la manière dont un phénomène est nommé et rationalisé* ». ("Les Territoires de la pensée partagée", p 582-583).

Mai 68, comme tous les grands moments révolutionnaires, est celui du décloisonnement.

« *Le cloisonnement est toujours en dernière instance une séparation entre ceux qui sont capables et ceux qui ne le sont pas. Or mon idée fondamentale est que s'il y a des manières de découper des territoires, les objets de pensée, eux, appartiennent à tous. (…) Pour moi le problème général est celui de la capacité de n'importe qui ; cela implique l'action de collectifs… lesquels reposent bien entendu sur des individus dotés de capacités à penser le monde par eux-mêmes ; mais la politique a ceci de spécifique qu'elle fait appel à des formes d'énonciation collective.* » (p 582, "Les territoires de la pensée partagée").

Politique de l'esthétique

Politique et esthétique sont liées, à condition de redéfinir ce dernier mot, comme la rupture d'un certain ordre, séparant en particulier les Beaux Arts des Arts mécaniques, qui « *correspondent à un certain type d'organisation hiérarchique du monde où les hommes de l'intelligence étaient séparés des hommes de la sensibilité.* » (p 582).

L'art peut être l'instrument de ce nouveau « *partage du sensible* » mais, comme le souligne Rancière, l'écueil d'un art qui se veut engagé – mot qu'il rejette – au cinéma comme dans les installations et expositions contemporaines, réside en ce que le regard de l'artiste anticipe sur celui du spectateur. Thèse amplement développée dans *Le Spectateur Emancipé*.

L'érudition du philosophe dans ce domaine est impressionnante.

Il oppose le Godard de l'*Histoire du Cinéma*, muséifiant cet art, au Godard créateur militant, parfois prophète de grands mouvements de société comme celui de Mai 68 dans *La Chinoise*, et cite souvent, dans son sillage, un réalisateur portugais moderne Pedro Costa (actuellement mis à l'honneur à La Cinémathèque), remettant en cause l'ordre dominant sans le lourd didactisme de certains, par la fidélité à un autre regard, servi par un art qui sait aussi « *se libérer de la procédure technique* ».

A propos de ce cinéaste, il expose à Jérôme Game, au Musée des Beaux Arts de Saint-Etienne, pour la *Revue Internationale des livres et des idées*, sa conception de l'œuvre et celle de la critique : « *Il n'y a pas de critères, il y a un ensemble de décisions. La première, c'est qu'on veut dire ou montrer quelque chose du monde dans lequel on est soi-même spectateur. (…) On le dispose selon le mode qui est le plus propre à donner à cette parole, à cette peinture, cette performance, etc., le monde sensible alternatif qu'elle porte en puissance. Mais on décide en même temps qu'on n'est pas maître de son effet, qu'on ne s'adresse pas à un public déterminé pour produire un effet déterminé. Pedro Costa, il suit son idée, il fait son film en affrontant l'imprévisible de son personnage, en construisant un monde sensible pour son regard, sa parole, ses déambulations. Ce monde sensible alternatif contient aussi un spectateur possible. (…) La décision artistique et politique de l'artiste est d'ignorer l'alternative dans laquelle la logique dominante l'enferme, de continuer à construire son monde et son peuple. C'est ici que la critique prend son sens. Ce n'est évidemment pas un travail de spécialiste qui juge des œuvres et avertit un public prédéterminé de sa réaction probable. C'est un travail qui élargit les propositions de mondes alternatifs que construisent les œuvres. C'est donc toujours aussi un travail d'artiste.* » (p 636, "Critique de la Critique du Spectacle")

Ces connaissances multiples mises au service de la réflexion politico-philosophique poussent Jacques Rancière… à la modestie, ce qui, dans un milieu et à une époque où le fracas médiatique tient lieu de renommée et parfois de compétence, nous le rend très estimable.

La revue *Mouvements* lui a consacré un de ses entretiens, mais dans l'ensemble les revues et journaux français le boudent, et c'est dans un journal brésilien qu'il tient une chronique : « *les quotidiens français, y compris ceux qui ont des prétentions intellectuelles, et de gauche ne me demandent rien de particulier. Par ailleurs le débat d'idées,*

le débat intellectuel tel qu'il fonctionne en France est un jeu de rôles tellement stéréotypé qu'il décourage l'idée même d'y mêler sa voix. » (p 120, “Le Maitre Ignorant”).

Une politique de la rupture pour l'égalité

Dans une période d'interrogation politique intense de la gauche radicale, le dernier entretien du philosophe, “Construire le politique”, est précieux (pour *Le Sabot*, outil de liaison locale sur Rennes et ses environs).

A son interlocuteur proposant une attaque directe de l'économie, comme le préconisent le Comité Invisible et ceux de Tarnac, Rancière oppose une lente construction des lieux du politique, hors partis. Celle aussi d'un langage qui parviendrait à nommer les « sans part » pour leur donner existence politique.

« *Il faut parvenir à mettre ensemble une double exigence : d'une part pouvoir donner confiance à la mise en commun de ces capacités dispersées. D'autre part créer une rupture symbolique forte…Il s'agit de construire des lieux d'une problématisation autre du politique, des lieux vraiment autonomes qui témoignent d'une singularité forte, avec des thèses claires sur ce qu'on entend par politique, sur ce que l'on peut vouloir et pense pouvoir (…) la rupture symbolique doit se faire au nom de l'égalité et non au nom de l'attaque de l'économie* ». La crise financière met à mal ce règne et cette obsession de l'économie qui masque la responsabilité des Etats. « *Mais bien sûr, cette obsession sur un nom recouvre autre chose : quelle autre organisation des formes de production, de la consommation et de l'échange pouvons-nous aujourd'hui considérer comme possible et désirable ?* ».(p 674).

L'offensivité calme, lucide, de cette pensée et l'exemple qu'elle donne de la transversalité préconisée, s'accompagnant du désintéressement rare de qui ne veut pas être le spécialiste d'une discipline mais « *écri(t) essentiellement pour ceux qui eux aussi essaient de défaire les frontières entre les spécialités et les compétences* » résonnent avec force et étrangeté dans l'errance assez désespérée de ce début de siècle.

Marie-Claire Calmus

Les intertitres sont de *Courant Alternatif*.. Des textes et interviews de Jacques Rancière sont disponibles en ligne sur le site : , rubrique “Les auteurs et les textes”.

Courant Alternatif dans son numéro de l'été 2009, a publié un article introductif à la problématique que propose Jacques Rancière sur la consistance de la politique qui est pour lui inséparable de l'émancipation.

Utopies américaines (Expériences libertaires du XIXe siècle à nos jours), Ronald Creagh,

Agone, coll. Mémoires sociales, 2009, 400 p., 24 €.



Terre de grands espaces, au départ bon marché, l'Amérique se prête depuis deux siècles à des expériences collectives de type religieux mais aussi communiste et libertaire.

Ronald Creagh reprend la chronologie de ces « chantiers d'émancipation » et en évoque les figures marquantes et les courants successifs : ceux des origines, communiste, individualiste, socialiste et anarchiste ; et pour la période contemporaine, hippy, punk, féministe ou écologiste…

Parti d'Europe au XIXe siècle, sous l'influence du français Charles Fourier et du gallois Robert Owen (1771-1858) qui fonde la ferme communiste de New Harmony dans l'Indiana en 1825, le mouvement communautaire se dissémine dans tout le pays.

La communauté de Spring Hill (1830-1833) se montre pionnière en matière d'éducation bien avant l'essor des écoles Ferrer après 1909, sous l'impulsion des anarchistes. Equity (1833-1835) est la première communauté fondée par le « révolutionnaire pacifique » Josiah warren (1798-1874), qui est l'inventeur d'un système d'échange basé sur le temps de travail et l'organisateur de hameaux destinés à tester ses théories. De Fruit Hills (1845-1852), le père du communisme libertaire américain Orson Murray lance le premier journal de la presse marginale, le Regenerator.

Riches de toutes les nuances du communisme, ces tentatives de fuite de la pyramide sociale hiérarchique ne s'interrompent que pendant les périodes de guerre, civile ou mondiale.

« Si l'on avance avec assurance en direction de ses rêves et que l'on s'efforce de vivre la vie qu'on a imaginée, on rencontrera un succès auquel, dans les heures les plus ordinaires, on ne se serait pas attendu. » Cet enseignement de Henry David Thoreau (1817-1861), héros de la désobéissance civique qui inspira Gandhi et Martin Luther King, ne fut pas oublié par les nouvelles générations. Dans les années soixante, les communautés ressurgissent, mais, loin de la tolérance des débuts, leur remise en cause de l'idéologie du travail, du mode de vie américain et la contestation de la guerre du Viêt-Nam, se heurte à une marginalisation organisée par le pouvoir qui ne parvient pas à les éradiquer.

L'auteur double son étude d'historien de réflexions philosophiques et sociologiques sur le sens de l'utopie – ce mot pouvant s'interpréter comme « espace de bonheur » ou « nulle part ». L'universitaire y voit un phénomène inscrit dans le réel, porteur d'ouverture et de création, une alternative à la maîtrise du temps transformé en marchandise par le capitalisme, des usages établis et des multiples choix possibles de l'agencement social.

La durée, généralement éphémère, de ces « laboratoires de l'utopie » ne s'analyse pas là comme un échec mais en termes d'influence et de conséquences. L'impact des minorités a depuis toujours déterminé un rapport de force favorable.

Malgré une autarcie totale illusoire et, selon certains, l'abandon des actions de masse, Ronald Creagh y voit la démonstration que « d'autres mondes sont possibles, ils existent déjà » (« Ecologistes et libertaires », Le Sarkophage, n° 16, 16 janvier 2010).

HF

Manuel de Survie en Garde à Vue

Cette nouvelle brochure circule sur Internet depuis février 2010. Ce n'est pas un guide juridique de plus mais un manuel politique de ce qu'il faut faire et surtout ne pas faire en cas de garde à vue. Tout d'abord savoir que tout ce qui est dit « dès l'interpellation » que ce soit à domicile ou dans la rue participe de l'enquête, tous les propos seront repris et cités devant le juge, si nécessaire. Savoir aussi que tout ce qui est en jeu lors d'une garde à vue est à charge uniquement, la police devant présenter au procureur des éléments pour inculper la personne interpellée. Aucune question n'est anodine, aucune réponse ne peut servir à décharge ; ainsi de dire « je n'étais pas là ce jour mais j'étais chez ma sœur » permet de confirmer votre présence dans la ville à cette date et c'est ce qui sera retenu ; d'autres exemples démontrent l'incapacité qu'on a à s'innocenter dans le contexte de la garde à vue, ce n'est pas le lieu, et la police n'est pas là pour noter nos arguments de défense. Il ne faut pas non plus les croire, les techniques d'interrogatoire sont multiples et se poursuivent dans les couloirs, en allant aux toilettes, en apportant un verre d'eau, pendant une pause … Il est conseillé de demander à voir l'avocat et le médecin mais là encore ne pas se livrer ; le médecin est utile pour lui faire des requêtes de médicaments, de nourriture, des remarques sur les conditions de la garde à vue ; l'avocat n'est pas là pour traiter de l'affaire qui vous a mené en garde à vue mais il doit prendre note de vos déclarations concernant la garde à vue, il faut lui poser toutes les questions sur la procédure de la garde à vue, sur vos droits. Autre conseil, celui donné aux proches qui peuvent être convoqués ; il est utile d'en avoir parlé avant si le risque était prévisible et de préciser à ces personnes qu'elles n'ont aucune obligation de répondre aux questions même en tant que témoin et que là aussi c'est la meilleure attitude. Alors que faire ? Observer, écouter, demander à lire le procès-verbal mais rester ferme sur le « je n'ai rien à déclarer » et ne décliner que son identité, adresse, profession. Refuser la prise d'ADN, donc refuser de boire dans un verre offert, de fumer, bref de porter quoi que ce soit à la bouche. Ne rien signer, ni le PV d'audition, ni celui de sortie mais ne pas le dire avant d'avoir le document sous les yeux, le lire attentivement pour savoir ce qu'ils y ont inscrit. Refuser la comparution immédiate. Une brochure riche de conseils faciles et pertinents à mettre en œuvre, qui ne décline qu'une seule possibilité, celle de ne pas parler, de ne pas signer, de faire ce qu'il faut pour enrayer la machine policière en n'y participant d'aucune manière. On peut aisément la télécharger sur Internet, par exemple à partir du site oclibertaire / Rubriques / Actualités, Tracts, Communiqués / Manuel de survie en garde à vue.

Ces éclats de liberté

Daniel Blanchard

L'une & L'autre édition, Paris, 25 €



C'est un gros roman, 567 pages, à l'écriture dense, belle et précise. Une traversée du siècle, une histoire de mémoire et de fidélité, d'allées et venues entre les Alpes du Sud, Paris, l'Italie, l'Afrique, l'Europe de l'Est, le Poitou enfin. Des allées et venues entre la grande histoire et celle d'êtres singuliers qui la traversent. Un roman sur la recherche de soi, à travers la mémoire des engagements, des rencontres qui marquent à jamais, où l'on croise des résistants, les échos d'anarchistes italiens, des anti-colonialistes de l'après-guerre, l'ombre portée de Breton, de Bataille, puis l'explosion de mai 68. Ces éclats de liberté est un vrai roman, très construit, avec plusieurs niveaux de lecture possible, une trame narrative dense, trois personnages principaux, le narrateur, Emile, qui se retourne sur sa vie tout en prenant appui sur un prétexte narratif original, la découverte du journal de Lucien, celui qui fut comme un père pour lui, et grâce auquel il va le redécouvrir sous un nouveau jour. Et puis, il y a, plus jeune, Geoffroy l'irréconcilié, dans une guerre permanente mais donquichottesque avec le monde.

Un texte qui se déploie comme un chant aussi, attentif aux lieux, aux pierres sèches et aux herbes folles d'une maison abandonnée, au vent qui bruisse dans les feuillus, à la montagne proche et familière, aux ambiances, aux silences, à des descriptions impressionnistes qui sont toujours celles d'un ressenti, l'expression d'un état intérieur, d'un arrêt sur soi, d'une remémoration où les regrets sont élégamment formulés avec ironie. Dans ce roman existentiel, où il est question d'amour, d'amitié, de jazz, de politique, qui est aussi un peu une sorte de roman du siècle, depuis les mouvements de l'avant-garde artistique des années 20 jusqu'aux années 90, c'est le parcours d'une vie marquée par l'engagement politique, intellectuel, l'art, les enthousiasmes et les déceptions, mais aussi une très grande attention aux choses, aux êtres, aux mots que l'écriture fine, musicale, retenue, d'une grande précision, parfois hésitante, rend magnifiquement, entre la base rythmique du récit, lui-même marqué par des allers et retours introspectifs et le dispositif narratif complexe, et des motifs plus mélodiques des impressions, des souvenirs, des images et de leurs couleurs. Il y a dans tout ce récit des moments ou accents presque proustiens, ce temps suspendu, ce temps de la vie qui est la matière même du récit, travail qui impose au lecteur un hors temps, une parenthèse avec sa propre temporalité, un certain état de disponibilité.

L'auteur

Daniel Blanchard est porté par deux passions : l'écriture, et particulièrement la poésie, et le questionnement philosophique et politique. Cette dernière l'a amené à participer pendant plusieurs années au groupe Socialisme ou Barbarie où il rédigea en 1960 avec Guy Debord les *Préliminaires pour une définition de l'unité du programme révolutionnaire*. Il séjournera ensuite dans le Vermont, l'un des foyers les plus féconds de la «contre-culture» étatsunienne. Dans le même temps, il publie à plusieurs reprises dans «L'Éphémère» des textes repris dans un volume, Cartes, au Mercure de France. Il compose ensuite un ensemble de proses et de poèmes, Table claire, qu'il imprime et publie lui-même. Une suite de poèmes, Idéal portrait, paraît en 1984 chez P.O.L.

De son expérience américaine il tire un roman, *Halte sur la rive orientale du lac Champlain*, Vermont (Julliard, 1990). Suivent en 1993 et 1994 une suite de poèmes, *La Conversation reprend*, et un autre roman, *Fugitif*, chez Deyrolle éditeur. En 2000, Sens et Tonka éditeurs publient un bref essai, *Debord dans le bruit de cataracte du temps*, suivi d'un recueil de proses brèves et de citations, *Vide-poches* (2003) et d'une suite de poèmes, *Battant, dormant* (2005).

Traducteur de Murray Bookchin, resté fidèle à ses engagements, il a coordonné et préfacé l'édition récente d'une *Anthologie de la revue Socialisme ou Barbarie*, aux éditions Acratie en 2007. En 2008, à l'occasion des 40 ans de mai 1968, il a contribué au numéro hors série *Mai encore !* édité conjointement par Courant Alternatif (OCL) et Offensive (OLS), ainsi que dans la revue *Réfractions*, avec un article intitulé "Actualité de Mai".

LETTRE D'INFO DES ÉDITIONS L'ÉCHAPPÉE AVRIL 2010

VIENNENT DE PARAÎTRE

Weather Underground Histoire explosive du plus célèbre groupe radical américain

Dan Berger

592 pages | 13 x 20 cm | 24 euros |

« Faisons la guerre chez nous ! » est le mot d'ordre lancé par le Weather underground à la fin des années 1960. Ce groupe d'étudiants issus de la middle class américaine, révoltés par la guerre du Vietnam et galvanisés par les luttes des Black Panthers décide de prendre les armes pour renverser le gouvernement. Leurs attentats contre le Capitole, le Pentagone, le département d'état, le FBI et leur spectaculaire libération de prison de Timothy Leary, le pape du LSD, les placent en tête des ennemis de l'état.

Clandestins, pourchassés de toute part durant dix ans, la plupart de ses membres finiront par se rendre – certains sont encore en prison aujourd'hui.

Ce livre, fruit d'un travail de recherche minutieux et inédit et de nombreux entretiens avec d'anciens Weathermen, nous plonge dans l'histoire tumultueuse de ce groupe armé révolutionnaire. Il retrace la vie de ses membres, nous décrit leur quotidien de clandestins, détaille leurs objectifs politiques et dévoile leur stratégie militaire. Il porte un regard distancié et parfois critique sur leur action et sur ces années de feu où tout paraissait possible, y compris qu'une poignée d'activistes déterminés attaque l'impérialisme là où il se croyait invulnérable.

Dan Berger est universitaire et activiste politique. Il vit à Philadelphie et a co-édité Letters From Young Activists : Today's Rebels Speak Out, un ouvrage collectif qui donne une voix à la nouvelle génération de militants Nord-Américains.

Petite histoire de la conquête des Amériques

Hans Koning

Traduit de l'espagnol par Sebastian Cortés

Préface de Sophie Gergaud

160 pages | 12 x 18,5 cm | 11 euros

Ce livre raconte la tragique histoire de la conquête d'un continent, l'Amérique, et de l'implacable dévastation des cultures et des peuples qui y vivaient. C'est aussi, de fait, le récit de leurs résistances, de Túpac Amaru à l'American Indian Movement. Depuis la conquête espagnole et les faits d'armes des Cortés et autres Pizarro jusqu'à la colonisation totale de l'Amérique du Nord et l'importation des guerres du vieux continent, depuis la confiscation des terres des Indiens jusqu'aux interventions militaires actuelles, le pillage et la mort n'ont cessé d'être semés par les colons européens et leurs descendants. Avidité, égoïsme, démesure, soif de conquête et volonté de puissance en constituent les causes. Les débuts de ce qu'on appellera plus tard mondialisation n'auguraient rien de bon…

COLLECTIF LIVRES DE PAPIER

Créé en 2009, le collectif Livres de papier rassemble des lecteurs et des lectrices, des bibliothécaires, des libraires, des éditeurs, des traducteurs, des graphistes, des correcteurs, etc. À l'heure où le déferlement technologique, notamment via l'e-book, donne en pâture le livre « papier » aux multinationales du numérique et aux start-up qui y voient un nouveau gisement de profits, le collectif entend résister en paroles et en actes à l'informatisation de l'écrit et du monde. Qu'il s'agisse de « liseuses » au contenu infini, de bibliothèques entièrement virtuelles, de la numérisation des fonds des éditeurs ou de bornes automatiques visant à remplacer les bibliothécaires, le collectif Livres de papier s'oppose à la dématérialisation, source de dépossession de nos savoir-faire et de nos savoir-être, et revendique son attachement à la matérialité du lien social et du savoir, seule garante d'égalité et de diversité.

Contact : Livres de papier, c/o Offensive, 21ter rue Voltaire, 75011 Paris, livresdepapier@gmx.fr

Vous pouvez aussi commander le journal de 12 page du collectif en envoyant un courriel avec vos coordonnées.

POUR NOUS JOINDRE
** l'échappée, 32 av. de la Résistance, 93100 Montreuil*
** lechappee@no-log.org*
** www.lechappee.org*

Rencontres libertaires d'Eychenat 24 juillet au 5 août

Chaque année, l' OCL ET l'OLS organisent des Rencontres ouvertes à celles et ceux que les thèmes choisis pour les débats intéressent. L'idée est de profiter de la période estivale pour échanger autour de ces thèmes ou d'investissements militants sur lesquels nous avons peu le temps de discuter au quotidien. Il ne s'agit pas pour autant d'une université d'été où l'on écouterait la bonne parole ou ferait des cours de rattrapage. Nous souhaitons offrir un espace de dialogue, d'échange formel comme informel. Les débats se tiennent «à la fraîche», à 21h, après le repas du soir. Les journées offrent de vastes temps libres qui peuvent permettre des débats non prévus. Cela laisse la place à toutes les personnes qui voudraient partager une expérience, présenter une lutte particulière... ou consulter la vidéothèque, la librairie et les tables de presse.

Côté pratique, nous sommes accueilli-e-s dans une ferme (élevage en activité) qui met à disposition un local collectif. Ce local a une histoire, il a été construit à la fin des années 70. Au sortir d'expériences de vie communautaire après s'être installé en Ariège pour travailler la terre, il a paru nécessaire de construire un hangar fait de bric et de broc, avec beaucoup de monde pour participer à la construction - des voisins, des gens de la ville et des alentours - afin de créer un lieu collectif, hors du jeu de la société. Il a été inauguré par des jeunes venant de la cité du Mirail de Toulouse. Celles-ci et ceux-ci y passaient leurs vacances en échange d'une aide aux travaux de la ferme. Ce lieu sert depuis toujours à de multiples initiatives que ce soit de la part d'associations locales, ou simplement des activités partagées comme y «faire» le cochon ou des confitures ensemble, réfléchir au «droit paysan» ou bien travailler sur un journal anti-carcéral. Depuis de nombreuses années les rencontres de l'OCL s'y déroulent, puis en co-organisation avec l'OLS, pour 10 jours de débats en soirée, d'ateliers de réflexion les après-midi et cela chaque été. On peut y ajouter des présences éphémères de personnes qui rêvent à leur installation dans la région.

L'entretien et la gestion du lieu utilisé régulièrement par l'OCL depuis longtemps se font avec les initiateurs et l'OCL pour ce qui est de la globalité ; mais l'aménagement du lieu, les ustensiles de cuisine mis à disposition sont sous la responsabilité de toute personne utilisatrice pour un temps du «hangar». Il s'agit d'un espace politique au sens premier du terme, qui n'appartient pas plus à qui s'en sert et l'entretient qu'à d'autres ; ce lieu se veut accessible aux nécessités d'organisation de résistance au système dans un esprit d'autonomie, d'indépendance, d'échange et de partage des savoirs et savoirs-faire.

Nous avons à disposition un local comprenant un coin cuisine, une salle de repas, une pièce pour les débats, des sanitaires (douches, lavabos, WC) et des prés pour camper (prévoir une tente, seul mode de logement possible). Pour ne pas gêner les travaux quotidiens de la ferme, un parking pour les voitures (autres que camping-car) est disponible à dix minutes à pied. Pour la même raison les chiens sont malvenus. La vie quotidienne est collective : les repas sont pris en commun et confectionnés par des équipes tournantes. Chaque jour, une équipe s'occupe des courses et des deux repas de 13h et 19h en fonction d'un budget précis. Une seconde équipe s'occupe de la vaisselle, de la propreté des sanitaires, de la salle de réunion et de l'entretien quotidien du lieu. Les tarifs comprennent les trois repas et les frais de fonctionnement du lieu. Ils sont établis en fonction des revenus par souci égalitaire. Les tarifs journaliers s'échelonnent de 5 à 20 euros selon les revenus ; le séjour est gratuit pour les bébés mais un tarif de 5 euros par jour est demandé pour les enfants.

Pour plus de renseignements, et s'inscrire à l'avance, s'adresser à :

- Organisation Communiste Libertaire, c/o Egregore B.P. 1213 51058 Reims Cedex
lechatnoir@club-internet.fr
tél :03 26 82 36 16
- Offensive Libertaire et Sociale c/o Mille Bâbords 61 rue Consolat, 13001 Marseille
ols@no-log.org
tél : 06 70 61 94 34

S'inscrire et confirmer au plus tard la veille de l'arrivée en téléphonant sur place à partir du 26 juillet au numéro suivant : 05 61 65 80 16.

Les débats

Samedi 24 juillet :
accueil

Dimanche 25 :
Infrastructures et aménagement du territoire (TAV, LGV...)

Lundi 26 :
Les luttes des sans papiers

Mardi 27 :
Théâtre : Karl Marx, le retour, par la compagnie Calabasse

Mercredi 28 :
Réflexion sur les services publics et les luttes qui s'y déroulent

Jeudi 29 :
Enjeux et stratégies de l'anti répression

Vendredi 30 :
être ou ne pas être dans la société.

Samedi 31 :
Quel type d'organisation pour les anars : plateformisme, synthésisme ou autre ?

Dimanche 1er Août :
La Françafrique

Lundi 2 :
Libération sexuelle

Mardi 3 :
Education /pédagogie

Mercredi 4 :
Lutte des chômeurs

Jeudi 5 août :
rangement